



Bruxelles, le 20 avril 2015
(OR. en)

7823/15

COAFR 131
ACP 60
CFSP/PESC 29
DEVGEN 46
COTER 59
MAMA 4
COHAFA 40
MIGR 23

NOTE

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	délégations
N° doc. préc.:	7776/15
Objet:	Conclusions du Conseil sur le plan d'action régional en faveur du Sahel pour la période 2015-2020

Lors de sa session du 20 avril 2015, le Conseil a adopté les conclusions qui figurent à l'annexe de la présente note.

**Conclusions du Conseil sur le plan d'action régional en faveur du Sahel
pour la période 2015-2020**

1. Le Conseil adopte ce jour le plan d'action régional en faveur du Sahel pour la période 2015-2020 (cf. annexe), qui fixe un cadre général aux fins de la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne (UE) pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel, qu'il a adoptée et revue dans ses conclusions respectivement des 21 mars 2011 et 17 mars 2014. L'adoption de ce plan d'action intervient à un moment crucial pour les pays de la région du Sahel. Le Conseil accueille avec satisfaction ce plan d'action, qui réaffirme que l'UE continue de s'investir dans la région du Sahel et qu'elle soutient un développement politique et socioéconomique durable profitant à tous, le renforcement des droits de l'homme, de la gouvernance démocratique et de l'État de droit, ainsi que la résilience, pour faire face à la crise multidimensionnelle qui touche la région du Sahel. Le renforcement de la sécurité dans la région par la lutte contre le terrorisme¹, les trafics, la radicalisation et l'extrémisme violent reste l'objectif principal de l'UE. Dans le cadre de son approche globale, y compris la contribution des institutions de l'UE, du représentant spécial de l'UE (RSUE) pour le Sahel ainsi que des États membres de l'UE, l'UE confirme qu'elle est déterminée à soutenir des initiatives pilotées et prises en charge au niveau régional et par les pays concernés dans le cadre du plan d'action, en utilisant tous les outils dont elle dispose en la matière, notamment les programmes indicatifs régionaux et nationaux relevant du Fonds européen de développement, ainsi que les programmes des États membres et les missions PSDC EUTM Mali, EUCAP Sahel Niger et EUCAP Sahel Mali, et l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix.

¹ Conclusions du Conseil du 9 février 2015 sur la lutte contre le terrorisme.

2. L'objectif stratégique initial de la stratégie de l'UE pour la région du Sahel, qui met l'accent sur le lien existant entre développement et sécurité ainsi que sur les quatre volets de sa mise en œuvre, reste d'actualité à tous égards et fournit un cadre global pour l'action de l'UE au Sahel. Le plan d'action constitue une base solide permettant de poursuivre les objectifs visés par la stratégie et de centrer plus fortement l'action de l'UE sur quatre domaines extrêmement importants pour la stabilisation de la région, à savoir la prévention de la radicalisation et la lutte contre ce phénomène, la mise en place de conditions appropriées pour les jeunes, les migrations, la mobilité et la gestion des frontières, la lutte contre les trafics et la criminalité transnationale organisée. L'UE souligne en particulier qu'il importe de favoriser des synergies plus étroites entre les pays de la région, ainsi qu'entre le Sahel et les pays voisins. Compte tenu de la proximité du Sahel avec l'UE et son voisinage immédiat, l'UE note qu'il est nécessaire, afin de s'attaquer plus efficacement aux questions transfrontalières, d'examiner de manière plus approfondie la possibilité d'un espace commun de dialogue et de coopération entre le Sahel, le Maghreb et l'UE dans des secteurs pertinents, tels que la sécurité et les migrations. Cela devrait se faire dans le cadre des mécanismes et des dialogues existants tels que les processus de Rabat et de Khartoum sur les migrations et le développement.

3. L'UE réaffirme qu'elle est disposée à continuer de travailler en étroite coopération avec les pays de la région du Sahel afin de les soutenir dans les efforts qu'ils déploient pour parvenir à la paix, à la sécurité et au développement. La mise en œuvre du plan d'action incombera au premier chef aux pays concernés, qui en auront la maîtrise totale, en coordination avec les principales organisations internationales et régionales et d'autres partenaires, en particulier les Nations unies, l'Union africaine (UA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le G5 du Sahel, la Commission du bassin du lac Tchad et la Banque mondiale, ainsi qu'avec la société civile. À cet égard, l'UE insiste sur l'importance que revêt la poursuite de cette coordination internationale et régionale étroite, y compris entre le RSUE pour le Sahel, l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahel, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour le Mali et le haut représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel, l'objectif étant d'établir les synergies nécessaires à la mise en œuvre des différentes stratégies.

4. Le Conseil invite la haute représentante, la Commission et les États membres à commencer à mettre en œuvre le plan d'action régional en faveur du Sahel. Le Conseil reviendra sur cette question en tant que de besoin et au moins une fois par an.

ANNEXE

STRATÉGIE DE L'UE POUR LA RÉGION DU SAHEL

PLAN D'ACTION RÉGIONAL 2015-2020

RÉSUMÉ

La sécurité et le développement dans la région du Sahel sont d'une importance cruciale pour l'Union européenne. La misère, les tensions internes, la faiblesse des institutions, la poussée démographique, la multiplication des crises alimentaires, la fragilité de la gouvernance et de l'État de droit, le piètre bilan en matière de droits de l'homme, les migrations clandestines et la criminalité qui y est associée, telle que la traite des êtres humains et le trafic de clandestins, la radicalisation et l'extrémisme violent sont autant de problèmes graves auxquels est confrontée cette région et qui sont susceptibles d'avoir des répercussions en dehors de celle-ci, y compris l'UE.

Le plan d'action régional vise à mettre en œuvre la stratégie de l'UE pour la région du Sahel², en définissant des actions et des initiatives pour les années à venir, en coordination avec les activités menées par les États membres, sur la base de ses objectifs et compte tenu de l'expérience acquise. Il sert de trait d'union entre les différentes initiatives et activités de l'UE et renforce les synergies dans le prolongement du travail de coordination effectué. Le plan d'action régional constitue donc un cadre pour l'action de l'UE dans la région du Sahel et suit une approche globale pour que les politiques, les instruments et les outils concourent aux mêmes objectifs afin de produire de meilleurs résultats, en totale coordination avec les États membres.

² Conclusions du Conseil sur une stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel (3076^e session du Conseil des AFFAIRES ÉTRANGÈRES, tenue à Bruxelles le 21 mars 2011); document de travail conjoint des services, document conjoint sur la stratégie européenne pour la sécurité et le développement au Sahel (SEC(2011)331 final).

La stratégie pour le Sahel proprement dite reste valide et il convient de confirmer son objectif stratégique initial et de réaffirmer la volonté de la mettre en œuvre, dans le cadre d'une répartition des tâches entre les institutions de l'UE et les États membres. Cependant, il est tout aussi indispensable que les activités qui seront menées dans le cadre de cette stratégie soient axées sur certains domaines et le plan d'action régional recense quatre domaines dans lesquels il faut redoubler d'efforts: 1) la prévention de la radicalisation et la lutte contre ce phénomène, 2) la mise en place de conditions favorables pour les jeunes, 3) les migrations et la mobilité, 4) la gestion des frontières, la lutte contre les trafics et la criminalité transnationale organisée.

La mise en œuvre du plan d'action régional devrait rester souple afin d'intégrer les changements intervenant dans la région et prendre en compte les stratégies des partenaires locaux. Elle s'appuiera sur les programmes et activités existants et en cours. Pour déterminer quelles seront les initiatives concrètes qui seront menées dans la région, il faudra tenir compte de la contribution qu'elles peuvent apporter à la réalisation des objectifs fixés. L'évolution de la situation dans le nord du Mali et l'application de l'accord de paix qui devrait être conclu auront un impact qu'il faudra prendre en considération dans toute la mesure du possible. Enfin, il faudra veiller à la complémentarité avec les autres stratégies et plans d'action pertinents de l'UE (la stratégie commune UE-Afrique³, la stratégie de l'UE relative au Golfe de Guinée⁴, la communication conjointe sur le renforcement de la coopération et de l'intégration régionale au Maghreb⁵, la déclaration de Rome sur le processus de Rabat et le programme correspondant⁶, entre autres).

³ Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil intitulée "Du Caire à Lisbonne - Le partenariat stratégique UE-Afrique" (COM (2007)357 final).

⁴ Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions intitulée "Éléments pour la réponse stratégique de l'Union européenne aux défis dans le golfe de Guinée" (JOIN(2013)31 final).

⁵ [Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions intitulée "Soutenir le renforcement de la coopération et de l'intégration régionale au Maghreb: Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc et Tunisie"](#) (JOIN(2012)36 final).

⁶ [Déclaration de Rome sur le processus de Rabat et programme 2015-2017.](#)

INTRODUCTION

Face à l'extrémisme violent, à la radicalisation, aux trafics et au terrorisme qui sévissent dans le Sahel, dans un contexte marqué par la misère et la fragilité de la gouvernance, le Conseil a adopté en 2011 sa stratégie pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel, qui englobe le Mali, la Mauritanie et le Niger. Cette stratégie a été revue et examinée par le Conseil des affaires étrangères lors de sa session de mars 2014. Dans les conclusions qu'il a adoptées à cette occasion, le Conseil a proposé d'étendre la mise en œuvre de la stratégie au Burkina Faso et au Tchad⁷ et a appelé à l'élaboration d'un nouveau plan d'action régional pour la mise en œuvre de la stratégie.

Le Conseil a en outre conclu que les objectifs et les axes d'action stratégiques qui sous-tendent la stratégie pour la région du Sahel dans les domaines du développement, de la sécurité, du renforcement de la paix, de la prévention des conflits et de la lutte contre la radicalisation restaient d'actualité, tout comme leur interdépendance.

Les États membres ont contribué activement à la mise en œuvre de la stratégie, qui constitue le cadre dans lequel s'inscrit leur action au Sahel, ce qui ne les empêche pas dans certains cas de mettre en place leurs propres stratégies spécifiques.

Toutefois, la situation actuelle au Sahel est aussi délicate qu'il y a quatre ans, voire peut-être plus complexe encore, ce qui montre bien qu'il est nécessaire de réaffirmer la volonté d'atteindre les objectifs ambitieux énoncés dans la stratégie et de renforcer davantage la cohérence et l'efficacité des actions menées par l'UE. Par conséquent, l'objectif principal du plan d'action régional est de tirer parti de l'expérience acquise, de chercher à atteindre les objectifs fixés et de veiller à ce que les services concernés de la Commission et le SEAE continuent de travailler à la réalisation de ces objectifs au moyen d'actions concrètes. À cet effet, le plan d'action régional recense des actions prioritaires qu'il faudra renforcer encore et mettre en œuvre conjointement avec les activités en cours et déjà prévues.

⁷ Le Conseil a par ailleurs indiqué dans ses conclusions que "le dialogue politique relatif à la prévention des conflits et aux questions de sécurité dans la région du Sahel s'intensifiera également dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et dans les pays voisins concernés, notamment au Sénégal, au Nigeria, au Cameroun ainsi que dans les pays du Maghreb".

Les services concernés de la Commission et le SEAE s'emploieront à mieux prendre en compte le fait que le Sahel jouxte des pays voisins de l'Union européenne et examineront en conséquence les moyens de renforcer la coopération au niveau de l'ensemble Europe/Maghreb/Sahel, ainsi qu'avec les autres pays voisins et d'Afrique de l'Ouest concernés, sur des questions d'intérêt commun, comme les priorités du plan d'action régional.

Le présent plan d'action régional est le résultat d'un processus de consultations intégrant les contributions des acteurs concernés, y compris les délégations au Sahel, ainsi que des États membres⁸ et d'autres parties. Compte tenu de l'instabilité de la situation dans la région du Sahel, le présent document restera un outil flexible et dynamique dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie pour la région du Sahel dans les années à venir.

ANALYSE DU CONTEXTE

Le contexte sécuritaire reste extrêmement instable dans la région du Sahel, la situation étant particulièrement précaire dans le nord du Mali et autour du lac Tchad, en raison des répercussions des événements qui se produisent dans le sud de la Libye et dans le nord du Nigeria. Le Niger est une plaque tournante importante et un pays de transit majeur pour les mouvements migratoires qui traversent le Sahel. Les problèmes liés à la misère et à l'absence de stabilité, y compris la fragilité de l'économie, restent aussi aigus qu'en 2011. Les migrations clandestines et la criminalité qui y est liée, telle que la traite des êtres humains et le trafic de clandestins, la corruption, les trafics et la criminalité transnationale organisée sont en plein essor, en particulier là où les pouvoirs publics sont faibles et/ou peu présents. La pression migratoire est de plus en plus forte, ce qui a de graves conséquences à la fois pour les pays de la région et pour l'UE.

La région du Sahel est encore frappée régulièrement par des crises humanitaires, avec plus de 20 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire en 2015, dont plus de 4 millions ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence, et demeure en conséquence l'une des principales régions bénéficiaires de l'aide humanitaire en Afrique. Les populations locales (en augmentation) continueront à être confrontées aux sécheresses, aux changements climatiques et aux problèmes sanitaires, et il faut absolument s'attaquer aux vulnérabilités et renforcer la résilience aux chocs futurs (climatiques et liés à des conflits), aux niveaux national et communautaire, en faisant porter les interventions sur la protection sociale, la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance, en particulier.

⁸ L'addendum III dresse un tableau de l'action des États membres dans la région du Sahel.

En outre, les pouvoirs publics manquent de moyens et, parfois, il n'existe pas de volonté politique suffisante dans la région pour assurer la protection des droits de l'homme, ce qui constitue à la fois une cause profonde et un symptôme des crises récurrentes qu'elle connaît. Cette situation est aggravée par la faiblesse des institutions chargées de faire respecter l'État de droit, la corruption, une absence généralisée de responsabilité, les disparités sociales et les inégalités entre les sexes ainsi que les pratiques discriminatoires répétées contre certains groupes vulnérables.

Le renforcement des droits de l'homme et de l'État de droit restera un volet essentiel du présent plan d'action régional pour faire face à la crise multidimensionnelle qui touche le Sahel.

Le système d'alerte précoce de l'UE en matière de conflits montre que, à l'heure actuelle, la situation générale au Sahel s'aggrave ou, au mieux, stagne, comme le confirme l'indice de développement humain⁹, qui lui aussi ne laisse apparaître aucune amélioration. Par conséquent, la région du Sahel continue d'être marquée par des problèmes de développement considérables, une instabilité et des divisions politiques profondes. Les éléments qui avaient été recensés dans la stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement restent donc toujours largement d'actualité¹⁰.

La situation au Mali en particulier est toujours très préoccupante, en dépit de l'intervention française et du déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA); plusieurs attentats/attaques terroristes sont perpétrés, faisant un grand nombre de victimes parmi les forces de maintien de la paix, l'armée malienne et la population civile, surtout dans les régions du nord. La conférence des bailleurs de fonds qui a eu lieu à Bruxelles (en mai 2013) a réussi à mobiliser des ressources considérables pour relancer le pays et le mécanisme de suivi mis en place a permis de suivre attentivement la mise en œuvre.

Le rétablissement de l'ordre constitutionnel a été couronné de succès, mais de nombreuses difficultés subsistent, et la mise en œuvre d'un accord de paix crédible, sans exclusive et durable sera essentielle, les pays de la région et la communauté internationale, y compris l'UE, devant à cet égard réaffirmer leur volonté de la voir aboutir.

⁹ Sur la liste des 187 pays figurant dans le rapport 2014 sur l'indice de développement humain des Nations unies (sur la base d'estimations établies en 2013), le Niger figure à la 187^e place (en recul d'une place par rapport à l'année précédente), le Tchad à la 184^e (en recul d'une place), le Burkina Faso à la 181^e (même place), le Mali à la 176^e (même place) et la Mauritanie à la 161^e (en recul de deux places).

¹⁰ Voir également à cet égard la stratégie commune UE-Afrique (référence à insérer), confirmée lors du quatrième sommet UE-Afrique, tenu à Bruxelles en avril 2014.

Au niveau régional, de nouvelles initiatives ont été lancées afin de répondre à la nécessité de renforcer la coordination et l'action collective, à savoir notamment:

- l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience (AGIR), lancée à Ouagadougou en décembre 2012;
- la création, en 2014, du G5 par les chefs d'État du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger, afin de s'attaquer aux principaux problèmes du Sahel, particulièrement dans le domaine de la sécurité et du développement;
- la plateforme ministérielle de Bamako, lancée après la visite conjointe à haut niveau (Nations unies, Union africaine, Banque mondiale et UE) effectuée dans la région en 2013, qui a pour but de coordonner les stratégies mises en place dans la région du Sahel;
- le processus de Nouakchott, lancé en 2013, qui vise à promouvoir la sécurité collective dans la région sous les auspices de l'UA;
- la redynamisation de la Commission du bassin du lac Tchad afin de régler les questions frontalières communes, compte tenu de la menace croissante que les activités de Boko Haram font peser sur la région du Sahel.

Ces initiatives devraient être soutenues en fonction des intérêts et des priorités de l'Union. À cette fin, il convient toutefois de procéder à une évaluation approfondie de la valeur ajoutée qu'elles apportent, de les classer par ordre de priorité et d'effectuer le bon choix des instruments.

L'UE réaffirme qu'il est nécessaire d'associer et de faire participer les femmes autant que les hommes aux efforts de médiation, aux négociations de paix et aux efforts de consolidation de la paix.

En ce qui concerne les activités de l'UE, la nomination du représentant spécial de l'UE (RSUE) en 2013 a permis d'adopter une approche plus proactive à l'égard de la région et d'améliorer la visibilité de l'UE. La mise en œuvre de la stratégie pour la région du Sahel a permis de mener une réflexion commune sur les moyens de mieux penser et agir au niveau régional. À cet égard, l'extension de la stratégie au Burkina Faso et au Tchad a constitué une nouvelle occasion d'élargir le champ des activités de l'UE¹¹. Les évaluations globales en matière d'alerte précoce qui ont été menées en 2013 et 2014 dans huit pays de la région du Sahel¹² au sens large et les ateliers d'analyse du conflit organisés par la suite pour le Nigeria et le Tchad ont apporté une contribution précieuse en ce sens qu'ils ont permis de procéder à une analyse commune des risques de conflit et de définir les intérêts de l'UE, la valeur ajoutée induite et les possibilités d'action en vue d'atténuer ces risques pour chaque pays ainsi qu'au niveau régional.

En outre, les services de la Commission et le SEAE s'efforceront de mieux prendre en compte la proximité du Sahel avec les pays du voisinage de l'Union européenne. Il est nécessaire de créer un espace commun de dialogue et de coopération entre l'UE, les pays du Maghreb et du Sahel ainsi que d'autres pays d'Afrique occidentale.

Enfin, en dépit du fait que la stratégie elle-même reste valable, la nécessité de se concentrer sur certains domaines (tels que la gestion intégrée des frontières, le trafic de migrants, la traite des êtres humains et la criminalité transnationale organisée, la mobilité et la migration, y compris les mouvements migratoires forcés, les mesures à prendre pour faire face aux problèmes démographiques et l'emploi des jeunes dans le cadre de la lutte contre la radicalisation) s'impose pour les activités qui devront être menées dans le cadre de cette stratégie, laquelle devrait aussi viser à promouvoir les droits de l'homme et la démocratie dans la région.

Tel est l'objet du présent plan d'action régional.

¹¹ Les missions interservices déployées dans ces pays ont contribué à cerner le champ d'application de la coopération dans le contexte de la stratégie.

¹² Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, et Sénégal.

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

La stratégie pour la région du Sahel a été le fruit d'un large processus de négociation et de planification et elle répond à la préoccupation commune de l'UE et de ses États membres face aux menaces accrues en matière de sécurité dans la région du Sahel. Cette vision commune a inspiré un dialogue continu et une étroite coordination au niveau des services centraux, ainsi que les actions communes menées sur le terrain. Conjugée à celle des États membres¹³, l'action menée par l'UE ces quatre dernières années dans la région du Sahel a été considérable. L'accent mis sur le lien qui existe entre sécurité et développement a permis de trouver de nouveaux moyens de définir les actions à entreprendre.

Dès le début, un large éventail d'instruments et d'outils de l'UE a été déployé. Lorsque la stratégie pour la région du Sahel a été adoptée, la mise en œuvre du 10^e Fonds européen de développement était à peu près à mi-parcours (2008-2013). Toutefois, plus de 1,5 milliard d'euros ont été alloués au titre de cet instrument au Mali, à la Mauritanie et au Niger pour soutenir des actions figurant dans la stratégie, notamment dans les domaines suivants: questions sociales, sécurité alimentaire et nutritionnelle, développement rural, emploi, bonne gouvernance, État de droit, réforme de la justice et décentralisation. En outre, le programme indicatif régional pour l'Afrique de l'Ouest a soutenu des projets contribuant à des secteurs tels que la paix et la sécurité, la gouvernance, l'intégration économique et la résilience. Il s'ensuit que la grande majorité des actions menées sont conformes à l'orientation stratégique de l'action et aux objectifs de la stratégie pour la région du Sahel.

Il n'en demeure pas moins que, dans le but de cibler davantage l'action, les enveloppes financières par pays ont été revues dans le contexte des examens à mi-parcours et des examens ad hoc afin de les faire encore mieux coïncider avec les objectifs de la stratégie et de trouver les ressources nécessaires pour de nouvelles activités. Toutefois, conformément aux engagements pris entre les pays partenaires et l'UE au titre du 10^e FED, ainsi qu'en vertu des procédures existantes, cet exercice a pris du temps, ce qui explique en partie pourquoi certaines activités n'ont commencé qu'en 2013.

¹³ Voir l'addendum III, qui donne un aperçu de l'action menée par les États membres dans la région du Sahel.

L'instrument de stabilité, ainsi que son successeur, l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix, ont été largement utilisés dans toute la région du Sahel, que ce soit au titre de leur volet "réaction aux crises à court terme" ou de leur volet à long terme. Dans le domaine de la sécurité, les activités ont notamment consisté à aider les services civils chargés de faire respecter la loi et les services de justice à rétablir la sécurité et à assurer la protection des civils (Mali), à apporter un soutien en matière de sécurité au niveau local, y compris pour la création de services de police municipale (Niger) et à appuyer le renforcement des capacités de gestion des frontières (Mauritanie, Niger-Nigeria). Un soutien a également été apporté à des initiatives de lutte contre le terrorisme et contre la radicalisation, à la création du Collège sahélien de sécurité (actuellement composé de représentants du Mali, de Mauritanie et du Niger) approuvée par le G5 du Sahel, à la promotion de la tolérance, du dialogue et de la liberté d'expression, du dialogue interconfessionnel et intraconfessionnel, ainsi qu'à la fourniture d'une assistance éducative aux écoles coraniques (Mali, Nigeria, Niger), à la lutte contre l'extrémisme violent par la création de débouchés socioéconomiques, notamment pour les jeunes (Tchad, Niger, Nigeria). Les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration favorisant la réintégration sociale et économique des anciens combattants/soldats ont également bénéficié d'un soutien (Nigeria, Tchad). Suite à l'évaluation en matière d'alerte précoce réalisée en 2013, une analyse des publications sur la lutte contre l'extrémisme violent a été commandée et un expert a conseillé plusieurs délégations dans la région sur la manière de traiter la lutte contre l'extrémisme violent dans leur contexte particulier.

L'opération militaire française Serval, menée en 2012-2013, et l'opération Barkhane, lancée en août 2014, ont joué un rôle essentiel dans la lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel. Dans le cadre de cette même lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, les trois missions PSDC¹⁴ au Sahel ont constitué des éléments importants de la réponse de l'UE à l'instabilité qui règne dans la région et à la nature transfrontière des menaces pesant sur la sécurité. En tant que mesures de réaction face à une crise, les missions PSDC répondent à des objectifs à court ou moyen terme mais elles agissent naturellement en synergie et en complémentarité avec l'objectif à long terme des composantes de sécurité figurant dans les instruments de développement.

¹⁴ En tant que missions civiles, les missions EUCAP SAHEL Niger et Mali fournissent des conseils et une formation pour soutenir les autorités nationales et les forces de sécurité intérieure dans leurs capacités de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. La mission EUTM Mali, qui est une mission militaire s'appuyant sur les effectifs militaires de 23 États membres, entraîne l'armée malienne et apporte une expertise dans le domaine de la réforme des forces armées.

En mars 2013, la haute représentante a nommé le RSUE pour la région du Sahel, dont l'action a été déterminante pour améliorer à la fois la qualité et l'impact de l'action menée par l'UE au Sahel, dans les domaines politique, de la sécurité et du développement. Son rôle dans les pourparlers de paix du Mali, avec l'appui d'une équipe de médiation, a été essentiel pour l'UE, ce qui pourrait avoir des effets positifs importants pour la stabilité à venir, non seulement du Mali, mais aussi de la région tout entière.

Il ne fait aucun doute que l'UE a accompli des progrès importants pour relever les défis auxquels est confrontée la région du Sahel, en surmontant les obstacles existants, et qu'elle a été en mesure d'assurer la complémentarité entre les différents instruments de l'UE et les missions/le FED ainsi qu'une coordination étroite avec les États membres. Mais il faut aller plus loin:

- En ce qui concerne l'*orientation stratégique*, il semble particulièrement important d'approfondir les domaines suivants:
 - 1) prévention de la radicalisation et lutte contre ce phénomène;
 - 2) mise en place de conditions appropriées pour les jeunes;
 - 3) migrations et mobilité;
 - 4) gestion des frontières et lutte contre les trafics et la criminalité transnationale organisée.

- Pour ce qui est de la *méthodologie*, il importe de renforcer davantage l'approche globale de l'action de l'UE au Sahel, en particulier en ce qui concerne les efforts actuellement déployés en vue de réaliser des évaluations conjointes et des processus de programmation conjointe, dans le cadre d'un système de suivi cohérent. Un tel système de suivi solide permettra d'accroître l'efficacité des actions menées.

UN ENGAGEMENT RENOUVELÉ À L'ÉGARD DE L'OBJECTIF STRATÉGIQUE INITIAL

L'objectif stratégique initial de la stratégie de l'UE pour la région du Sahel¹⁵, qui met l'accent sur le lien existant entre développement et sécurité ainsi que sur les quatre volets de sa mise en œuvre, reste d'actualité et fournit un cadre global pour l'action de l'UE au Sahel¹⁶:

Développement, bonne gouvernance et résolution des conflits internes

Le soutien en faveur d'un développement socioéconomique durable et profitant à tous ainsi que de l'intégration régionale sera maintenu, en s'appuyant sur les enseignements tirés du passé, notamment dans les domaines suivants: les services sociaux, en particulier la santé et l'éducation, la résilience¹⁷, l'agriculture durable et le développement rural, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les infrastructures, le développement du secteur privé, et en agissant pour faire face aux problèmes démographiques.

L'UE continuera de soutenir une meilleure gouvernance, y compris dans le cadre de la modernisation du secteur public (par exemple les TIC), notamment en ce qui concerne la gestion des finances publiques, en se concentrant en priorité sur l'amélioration de la justice et l'accès à celle-ci, ainsi que sur la lutte contre la corruption et l'impunité. Des mesures seront prises pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, y compris par le soutien des élections, de la gouvernance locale et de la décentralisation, ainsi que des organisations de la société civile, en tenant compte de la nécessité d'une représentation hommes-femmes plus équitable au sein des organes décisionnels et dans toutes les sphères de la vie publique. Dans ce contexte, le principe d'égalité entre les hommes et les femmes sera également mis en avant dans toutes les actions prévues dans le plan d'action. Par ailleurs, dans le cadre du présent plan d'action régional, l'UE plaidera résolument en faveur de la lutte contre l'impunité dans les cas de violation des droits de l'homme, ainsi que de la promotion de l'obligation pour les auteurs de ces violations de répondre de leurs actes.

¹⁵ L'objectif à long terme (5 - 10 ans) de la stratégie était le suivant: "renforcer la stabilité politique, la sécurité, la bonne gouvernance et la cohésion sociale dans les États du Sahel, ainsi que les opportunités économiques et éducatives, créant ainsi les conditions d'un développement durable aux niveaux local et national, afin que la région du Sahel puisse prospérer et ne plus servir de refuge potentiel aux activistes d'AQMI et aux réseaux criminels; contribuer, au niveau national, à atténuer les tensions internes, notamment les problèmes posés par la l'extrémisme violent qui alimente AQMI et d'autres groupes criminels".

¹⁶ Les addendums II et III présentent un aperçu complet de l'action combinée en cours et prévue des instruments de financement de l'UE et des États membres de l'UE.

¹⁷ Dans le cadre de l'initiative AGIR.

Une attention particulière sera accordée à la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains ainsi qu'aux flux migratoires mixtes, dans le plein respect des droits des migrants, et les synergies entre migration et développement seront renforcées.

Action politique et diplomatique

Après l'adoption de la stratégie de l'UE, d'autres acteurs internationaux (à savoir notamment les Nations unies, l'Union africaine, la Banque mondiale et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO)) se sont engagés sur la même voie en mettant en œuvre leur propre stratégie pour le Sahel, renforçant ainsi la nécessité de "penser à l'échelle régionale".

La stratégie a consolidé davantage le rôle que joue l'UE en tant qu'acteur de premier plan sur la scène internationale pour faire face à la crise régionale récurrente, et l'UE est reconnue en tant que tel. Cela confère à l'UE une responsabilité particulière, qui se reflète actuellement dans sa participation active à des processus politiques essentiels, comme les pourparlers de paix d'Alger sur le Mali.

Le RSUE a représenté l'UE dans toutes les enceintes et réunions de coordination internationales traitant du Sahel, apportant de la cohérence et donnant un visage à la diplomatie de l'UE dans ce domaine, et il poursuivra dans cette voie.

Les délégations de l'UE ont prôné l'approche régionale auprès des autorités de leurs pays respectifs. Dans l'avenir immédiat, il sera essentiel pour l'UE de susciter un dialogue politique régulier à haut niveau avec le G5 du Sahel et d'encourager une meilleure intégration des questions de sécurité et de stabilité au sein des États sahéliens. L'apport d'un soutien au G5 du Sahel sera envisagé par l'UE et ses États membres.

Afin de relever les défis qui se posent au-delà des cinq pays du Sahel, des partenariats appropriés avec l'Union africaine, la CEDEAO, le processus de Nouakchott, le G5 du Sahel, la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) et la Commission du bassin du lac Tchad pourraient être encouragés de manière plus systématique et plus concrète en fonction de leurs rôles et de leurs objectifs. Une coopération plus étroite avec les pays du Maghreb ainsi qu'avec les autres pays concernés d'Afrique occidentale sera également encouragée.

Sécurité et État de droit

Dans le domaine de la sécurité, les services de la Commission et le SEAE continueront à promouvoir et à soutenir les efforts déployés au niveau national et régional en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité, la gouvernance de la sécurité, le lien entre sécurité et justice ainsi que la gestion intégrée des frontières. Les services de la Commission et le SEAE renforceront leur soutien aux efforts déployés au niveau national et régional en matière de lutte contre le terrorisme, le trafic de migrants et la traite des êtres humains, ainsi que contre les autres formes de trafic et de criminalité transnationale organisée. Il convient de s'attaquer davantage à ces problèmes, notamment dans le contexte de la corruption qui touche certaines parties de l'appareil politique et de sécurité de bon nombre de ces pays. Les services de la Commission et le SEAE continueront à coopérer activement avec les pays du Sahel - et chaque fois que le besoin s'en fera sentir, avec l'ensemble de la région - dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et à rechercher des possibilités de coopération, y compris dans le cadre de missions PSDC. Par ailleurs, il y a lieu de faciliter le partage des connaissances et la mise à profit des enseignements tirés dans ce domaine.

Les services de la Commission et le SEAE continueront à œuvrer en faveur de systèmes judiciaires indépendants, plus efficaces, équitables et plus accessibles au niveau national et régional et ils renforceront la réponse de la justice pénale au terrorisme, ce qui passe notamment par des mesures propres à favoriser l'accès à une justice crédible qui protège les droits de l'homme, réduise l'impunité et renforce la lutte contre la corruption. Les services de la Commission et le SEAE renforcent leur soutien à la mise en place de réponses efficaces en matière de justice pénale face au terrorisme et à la criminalité organisée.

Lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation et prévention de ces phénomènes

Bon nombre des priorités énumérées au titre du volet consacré au développement, à la bonne gouvernance et à la résolution des conflits internes auront une incidence directe ou indirecte sur la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation ainsi que sur leur prévention. Ces priorités porteront entre autres sur la marginalisation, les besoins essentiels non satisfaits, le chômage, l'absence d'éducation et la sécurité humaine.

Le renforcement des perspectives économiques des jeunes à court et à long terme et la mise en place de possibilités d'éducation seront d'une importance essentielle pour la prévention.

Agissant en coopération avec les acteurs régionaux et nationaux, y compris les groupes de la société civile, les services de la Commission et le SEAE intégreront la prévention dans l'ensemble des programmes afin d'axer les interventions sur les zones géographiques et/ou groupes cibles dans lesquels la radicalisation et le recrutement sont particulièrement concentrés. Les mesures préventives supplémentaires prises à la suite d'options identifiées dans le cadre des évaluations en matière d'alerte précoce feront également l'objet d'un suivi.

ACTIONS RENFORCÉES DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION RÉGIONAL

Les quatre lignes d'action stratégiques exposées ci-dessus, ainsi que les difficultés identifiées dans l'analyse du contexte et les enseignements tirés, permettent de recenser une série d'actions prioritaires qui doivent être renforcées. Ces actions seront abordées dans le cadre d'efforts diplomatiques et au niveau politique et seront également prises en compte dans l'élaboration d'initiatives futures.

Prévention de la radicalisation et lutte contre ce phénomène

Bien que la programmation actuelle de l'UE dans la région du Sahel comporte plusieurs éléments visant à lutter contre la radicalisation et le recrutement de terroristes, il reste encore beaucoup à faire tant au niveau politique et diplomatique que sur le plan de la sécurité et du développement. La radicalisation dans la région est alimentée par une combinaison de facteurs et de situations complexes qui vont au-delà de la pauvreté, de la discrimination, des mauvaises conditions économiques, etc. La réponse proposée doit donc dépasser le cadre traditionnel du travail de développement et être à la fois axée sur la prévention et pertinente à cet égard¹⁸.

Les activités axées sur la prévention visent à empêcher les individus de se tourner vers le terrorisme, tandis que les activités pertinentes en matière de prévention ont pour objectif de s'attaquer aux conditions susceptibles de mener à la radicalisation et à la propagation du terrorisme. Il est important de mieux comprendre les facteurs sous-jacents à ce phénomène, tels que le chômage, le manque d'éducation, l'exclusion, la sécurité des personnes, etc., et d'agir sur ceux-ci. Un grand nombre de ces facteurs pourraient être traités au moyen d'une réponse appropriée en matière de développement offrant une perspective de long terme.

¹⁸ Conformément à la stratégie de l'Union européenne visant à lutter contre la radicalisation et le recrutement de terroristes (doc. 14781/1/05 REV 1).

DOMAINE D'ACTION N° 1: Conformément à l'article 210 du TFUE, les services de la Commission et le SEAE coordonnent les programmes de développement de l'UE et des États membres afin d'axer, le cas échéant, les efforts sur des zones géographiques ou des communautés particulières où la radicalisation et le recrutement de terroristes se concentrent, et s'efforcent d'intégrer davantage la prévention et la lutte contre la radicalisation dans le travail et la programmation en matière de développement. Élaborer et exécuter des projets axés sur la prévention, y compris des projets liés à l'idéologie et en collaboration avec des acteurs religieux, ainsi qu'à l'accès aux ressources et aux autres causes profondes de la radicalisation. Mener une étude sur l'impact du salafisme et du wahhabisme dans la région. Appuyer le développement des capacités des médias, des ONG, de la société civile et des pouvoirs locaux. Soutenir les institutions et les organisations promouvant un islam modéré et pacifique, ainsi que les organisations islamiques de la société civile œuvrant en faveur de la paix. Explorer d'autres voies au moyen d'une analyse, d'une formation et d'un soutien ciblés, à la fois pour les délégations de l'UE et d'autres groupes cibles. Mettre l'accent sur les causes profondes de la radicalisation, à savoir la pauvreté extrême, le chômage et la déficience des systèmes éducatifs.

Jeunesse

Le développement économique dans la région du Sahel est principalement lié à l'agriculture et aux industries extractives. Une croissance économique plus forte, non liée aux ressources minières, est nécessaire pour créer des emplois et réduire sensiblement la pauvreté généralisée et les inégalités de revenus qui subsistent dans toute la région. Il est nécessaire de redoubler d'efforts afin de créer des possibilités d'emploi dans tous les secteurs, en particulier pour les jeunes.

Les activités visant à prévenir la radicalisation sont importantes compte tenu de l'explosion démographique de la jeunesse, qui est l'un des principaux défis pour la région du Sahel. Si l'on veut s'attaquer à ce problème et empêcher que des jeunes soient radicalisés ou recrutés par des réseaux de la criminalité transnationale organisée et de trafic de migrants, il est essentiel de proposer des alternatives et des opportunités dignes d'intérêt, de réduire les inégalités et de renforcer la cohésion sociale, ainsi que la confiance dans les institutions nationales et dans l'avenir de leur pays.

Un autre aspect important pour le Sahel est que les situations d'après-conflit posent des problèmes spécifiques pour les jeunes (les hommes désœuvrés qui viennent d'être désarmés et les jeunes gens déplacés, par exemple), dont un grand nombre ont été privés d'éducation et ont souvent participé aux combats ou fait partie de réseaux de trafiquants.

Cela met également en évidence l'importance que revêtent l'emploi et la création de postes de travail pour les jeunes.

DOMAINE D'ACTION N° 2: Fournir une aide adaptée aux jeunes, y compris en matière d'éducation et de formation ainsi que de création d'emplois, et assurer l'égalité des chances entre garçons et filles. Intégrer l'autonomisation des jeunes dans toutes les actions en définissant des indicateurs permettant de suivre et de promouvoir l'éducation et l'emploi des jeunes, de manière à proposer des alternatives aux activités illicites et aux actions extrémistes. Fournir une analyse plus approfondie des moyens permettant de faire des jeunes les agents d'un changement pour le mieux. Renforcer la résilience des jeunes, par exemple en promouvant davantage dans les programmes de l'UE et des États membres, chaque fois que cela est possible, les opportunités économiques et d'emploi (à travers l'aide aux PME et aux chaînes de valeur essentielles, le recrutement de travailleurs locaux, etc.), ainsi que la réduction des inégalités. Une réflexion spécifique pourrait également être lancée sur l'enjeu démographique, le but étant de savoir comment mieux y faire face. La question de la démographie devrait être intégrée progressivement, et de manière plus systématique, dans le dialogue politique avec les pays bénéficiaires. D'une manière plus générale, mobiliser les outils dont disposent l'UE et les États membres afin de renforcer la cohésion sociale et d'assurer une croissance économique inclusive, y compris l'intégration régionale, notamment par la mise en œuvre du PAPED (programme de développement dans le cadre de l'accord de partenariat économique).

Migrations et mobilité

Les gens partent pour fuir la pauvreté et les conflits, se prémunir contre les persécutions ou les préjudices graves et pour construire une vie meilleure. Pour certaines personnes, migrer peut constituer une des stratégies les plus efficaces et immédiates de réduction de la pauvreté et, en l'absence de perspectives en termes d'emploi dans leur pays, de nombreux jeunes cherchent à améliorer leur sort en émigrant. L'UE devrait centrer son action sur 1) la prévention des migrations clandestines et la lutte contre ce phénomène, ainsi que le trafic de migrants et la traite des êtres humains et 2) le lien entre développement et migrations en maximisant les effets des migrations et de la mobilité sur le développement; 3) la promotion de la protection internationale; 4) l'organisation de la mobilité et des migrations légales¹⁹. La situation au Niger, important pays de transit, nécessitera des efforts accrus, notamment pour renforcer et accompagner les actions déjà lancées par la mission PSDC EUCAP Sahel Niger. Ces efforts devraient porter en priorité sur les régions d'Agadez et d'Arlit.

¹⁹ 3359^e session du Conseil: Communiqué de presse, Conseil des affaires étrangères - questions de développement, doc. 16854/14.

DOMAINE D'ACTION N° 3: Renforcer le lien entre développement et migration et intégrer la question des migrations dans les actions collectives de l'UE et des États membres, sur la base de l'approche globale de la question des migrations et de la mobilité et du processus de Rabat, ainsi que d'autres processus pertinents. Faire face aux enjeux démographiques dans la région, qui peuvent aggraver les motifs de mécontentement existants (utilisation des terres et sécurité alimentaire, par exemple).

Gestion des frontières, trafics et criminalité transnationale organisée

La gestion des questions transfrontières, qui est fondamentale pour la stabilité et la sécurité dans la région du Sahel, a des répercussions au niveau national, régional et mondial, y compris pour l'UE²⁰. L'UE soutient actuellement un certain nombre d'activités visant à lutter contre les trafics (en partenariat avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) et la CEDEAO), ainsi que dans des zones frontalières, tant dans le domaine de la sécurité que dans celui du développement. Cependant, une action plus large et plus globale est nécessaire pour encourager les autorités et les administrations locales à collaborer plus étroitement entre elles et à faire face aux défis que représentent la radicalisation, l'extrémisme violent, le terrorisme, le trafic de migrants, la traite des êtres humains et d'autres formes de trafics et de criminalité transnationale organisée, ainsi que le contrôle du territoire et les migrations clandestines. Une attention particulière sera accordée aux règles et normes internationales relatives à la protection internationale et aux migrants en transit. Cet engagement devrait prendre en compte le développement, la stabilité des structures étatiques et la protection des civils.

²⁰ Règlement (UE) n° 230/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument contribuant à la stabilité et à la paix.

DOMAINE D'ACTION N° 4: Des actions seront menées sur la gestion des frontières, la traite des êtres humains et d'autres formes de trafics, ainsi que sur la criminalité transnationale organisée - faisant intervenir tous les instruments de l'UE, en coordination avec les États membres -, centrées en particulier sur une coopération interservices et transfrontière renforcée et l'échange d'informations. Ainsi qu'il est indiqué dans les conclusions du Conseil de novembre 2013, approuvées par le Conseil européen de décembre 2013, ainsi que dans la déclaration du quatrième sommet UE-Afrique, la gestion intégrée des questions transfrontalières est un élément essentiel de la stabilité et de la sécurité dans la région du Sahel au sens large. L'UE envisagera la mise en œuvre de projets de gestion intégrée des frontières, dans la région du Sahel ainsi qu'autour du lac Tchad, y compris des actions dans les domaines du développement et de la sécurité, en pleine conformité avec l'approche globale. À cette fin, l'UE pourrait s'appuyer sur les programmes et activités en cours qui contribuent à la gestion intégrée des frontières dans la région du Sahel au sens large, déjà menés par des États membres. L'UE encourage également les missions PSDC civiles déjà déployées dans la région du Sahel, à savoir l'EUCAP Sahel Mali et l'EUCAP Sahel Niger dans le cadre de leur dispositif et leur effectif opérationnels, à continuer de soutenir les efforts locaux visant à développer les capacités locales de gestion des frontières et à contribuer activement à la coordination de l'action internationale sur le terrain. Dans ce contexte, l'EUCAP Sahel Niger devrait, en particulier, poursuivre ses efforts dans les régions d'Agadez et de Diffa, lesquels devraient être renforcés par des capacités supplémentaires convenues au moyen de procédures établies, lorsque les conditions le permettront. Une réunion régionale des chefs de délégation dans les pays bordant le lac Tchad (semblable à la réunion de Dakar de juin 2014) sera organisée.

INSTRUMENTS ET INITIATIVES

La mise en œuvre du plan d'action régional mobilisera une série d'instruments et de mécanismes/modalités dans le cadre d'une répartition des tâches entre l'UE et ses États membres, visant à renforcer l'approche globale de l'UE. Les addendums II et III détaillent les activités en cours et programmées. Cependant, il y a lieu de noter que, compte tenu de la situation changeante et instable au Sahel, il n'est pas possible de prévoir ou de définir toutes les activités à ce stade et que la matrice des risques devra être régulièrement mise à jour.

Depuis l'adoption de la stratégie pour la région du Sahel en 2011, une aide considérable a été fournie aux pays de la région. Un grand nombre de ces activités sont actuellement menées et seront poursuivies, tandis que d'autres seront lancées pour faire face à des défis nouveaux ou dont la nature a changé.

Le soutien financier en faveur de la mise en œuvre du plan d'action régional contribuant à la réalisation des objectifs de la stratégie pour la région du Sahel au cours des prochaines années devrait provenir à la fois des actions bilatérales des États membres et des instruments de l'UE.

Le budget indicatif du 11^e FED pour les cinq pays du Sahel au cours de la période 2014-2020 atteint un montant de 2,47 milliards d'EUR, une part importante des programmes planifiés pouvant contribuer à la mise en œuvre du plan d'action régional actuel. En outre, certains fonds provenant du programme indicatif régional pour l'Afrique de l'Ouest, du nouveau programme panafricain et de l'instrument de financement de la coopération au développement pourraient être affectés à des projets et activités concernant la région du Sahel, conformément aux objectifs, à la gouvernance et aux lignes directrices propres à chacun de ces programmes. Les activités menées au titre du 10^e FED se poursuivront au cours des prochaines années et contribueront à la réalisation des objectifs de la stratégie pour la région du Sahel.

Alors que le mandat du FED est pluriannuel et est principalement axé sur le développement à long terme, d'autres instruments ont des mandats différents, avec d'autres horizons temporels, et mettent l'accent sur la sécurité, la stabilité et la paix.

Les articles 3 et 4 du règlement instituant un instrument contribuant à la stabilité et à la paix²¹ prévoient que celui-ci a pour objectifs de répondre aux situations de crise ou de crise émergente en vue de prévenir les conflits (article 3 - actions non programmables) et d'aider à la prévention des conflits, à la préparation aux crises et à la consolidation de la paix (article 4 - actions faisant l'objet d'une programmation). Conformément à l'article 5, l'aide apportée par l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix doit répondre principalement aux menaces mondiales et transrégionales et aux menaces émergentes et peut faire l'objet d'une programmation.

Les missions PSDC (missions en cours EUCAP SAHEL Niger et Mali et EUTM Mali, par exemple) constituent d'autres instruments disponibles.

²¹ [Règlement \(UE\) n° 230/2014 \(JO L 77 du 15.3.2014, p. 1\).](#)

L'amélioration et le renforcement du respect des droits de l'homme et la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, continueront de figurer parmi les priorités, l'UE devant mobiliser tous les instruments pertinents dans la région (notamment l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme) pour réaliser des progrès dans ce domaine, notamment en apportant un soutien aux organisations de la société civile. L'UE déploiera également des efforts en vue de la ratification complète et de la mise en œuvre effective des différents instruments de l'UA et de la CEDEAO en matière de droits de l'homme adoptés par les pays de la région du Sahel, ainsi que par les Nations unies au niveau mondial. Par ailleurs, les mécanismes établis au niveau national et régional en vue de suivre la mise en œuvre des droits de l'homme seront renforcés et soutenus.

En fonction des besoins des populations touchées, une action humanitaire de l'UE²² pourra être déployée dans la région du Sahel, qui est régulièrement frappée par des catastrophes naturelles et éprouvée par les conflits. Cette aide humanitaire serait mobilisée dans le respect des principes humanitaires et du droit humanitaire international.

Conformément aux objectifs et aux principes de l'Instrument européen de voisinage (IEV), l'UE pourrait envisager de mobiliser l'IEV pour viser des objectifs spécifiques d'intérêt commun dans la région du Sahel et du Maghreb. Ces actions doivent faire l'objet d'une programmation mais, dans des cas exceptionnels, il est possible de lancer des mesures spéciales.

Les programmes et les activités que les États membres planifient dans le Sahel²³ devraient, à juste titre, être considérés comme faisant partie intégrante de l'action globale de l'UE, la programmation conjointe constituant un instrument important de cette coordination.

Le soutien à la médiation et l'analyse des conflits continueront d'être fournis s'ils sont considérés comme prioritaires.

²² Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (**ECHO**) de la Commission **européenne**, anciennement "Office d'aide humanitaire de la Communauté **européenne**".

²³ L'addendum III dresse un tableau de l'action des États membres dans la région du Sahel.

SYSTÈME DE SUIVI

Afin d'améliorer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action régional, il sera procédé à l'élaboration d'un mécanisme permettant de rendre visibles toutes les activités de l'UE et des États membres, afin de mettre en évidence la manière dont celles-ci contribuent à la réalisation des objectifs de la stratégie pour la région du Sahel.

Ce système de suivi²⁴ étudiera la mise en œuvre des actions et des initiatives et permettra de rendre compte de manière appropriée à des fins de documentation et de gestion de l'information, en tenant compte des enseignements tirés du travail sur le terrain et des suggestions formulées par les partenaires locaux. Il contribuera à cibler les actions menées par l'UE dans la région du Sahel d'une manière encore plus précise, permettra d'optimiser les synergies et les complémentarités entre les différents instruments et actions des États membres et assurera une transition en douceur entre les mesures visant à répondre aux situations de crise à court terme et les actions à plus long terme. Ce système devrait faire intervenir les groupes compétents du Conseil, notamment le COPS et le COAFR, et tenir compte du rôle de coordination joué par le RSUE pour le Sahel.

Une bonne gestion des risques nécessite une approche stratégique permettant de détecter en temps utile les risques substantiels et leurs conséquences éventuelles sur les programmes et le bon déroulement de ceux-ci. À cet effet, le plan d'action régional intégrera les évaluations des risques en matière de conflits au niveau régional et par pays, ainsi que les possibilités d'actions préventives du système d'alerte précoce en cas de conflit de l'UE, dans le cadre du suivi et de l'élaboration de rapports en ce qui concerne les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action régional.

XXXX

²⁴ Il sera fait un usage aussi étendu que possible des outils existants en matière de suivi afin de présenter un rapport annuel écrit.

ADDENDUM I

SYNTHÈSE DES ACTIONS RECOMMANDÉES

N°	Action	Calendrier
1.	Axer certains programmes de développement de l'UE et des États membres sur des zones géographiques ou des communautés particulières où la radicalisation et le recrutement de terroristes se concentrent.	2015/2016
2.	Intégrer la question de la jeunesse en définissant, dans les programmes de l'UE et des États membres, des indicateurs permettant de suivre et de promouvoir l'emploi des jeunes et proposer des alternatives aux activités illicites et aux actions extrémistes.	2015
3.	Intégrer la question des migrations en définissant, dans les programmes de l'UE et des États membres, des indicateurs permettant de suivre les progrès accomplis dans ce domaine, sur la base du processus de Rabat.	2015/2016
4.	Élaborer et présenter une note conceptuelle concernant la gestion des frontières, les trafics et la criminalité transnationale organisée afin de contribuer aux programmes futurs développés sur le terrain par l'UE et ses États membres en coopération étroite avec les pays bénéficiaires et les organisations régionales. Des projets pilotes seront mis en œuvre avec le soutien des instruments de financement de l'UE et des États membres.	2015
5.	Renforcer et mettre en œuvre une navette diplomatique en vue d'une approche unifiée de l'UE concernant la question de la stabilisation. Soutien politique au processus de paix au Mali, au G5, à la plateforme de Bamako, au processus de Nouakchott et à l'initiative du bassin du lac Tchad en matière de sécurité. Renforcer les synergies avec les pays du Maghreb.	2015-
6.	Élaborer un système de suivi afin de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la stratégie.	2015

ADDENDUM II

CURRENT AND PLANNED ACTIONS

Line of Action	REGIONAL		MAURITANIA		NIGER	
	On-going	Planned and potential ²⁵	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
Political and diplomatic	<p>-Increased exchanges between HoDs North and West Africa on root causes of conflict;</p> <p>-Mediation coaching of EU Heads of Delegation and other senior EEAS staff;</p>	<p>- Political Dialogue at Ministerial level (late 2015);</p> <p>- Continued support international coordination on broader Sahel issues;</p> <p>- Enhance (in this framework) operational coordination of international partners who have developed international strategies and responses;</p>	<p>Political dialogue focussing on:</p> <p>(i) Political priorities as determined by EU Heads of Mission in Mauritania;</p> <p>(ii) Political, development and security situation in the country and in the region, terrorism, illicit traffics;</p> <p>(iii) Human rights situation and implementation of the EU HR Country Strategy;</p>	<p>- Include Conflict prevention in political dialogue (early warning + immediate response mechanisms, strategic approach);</p> <p>- Discuss religious radicalisation, control and counter measures in the political dialogue (multi sectorial issues linked to programme implementation);</p> <p>- Strengthen coordination (local and regional level, including via G5 at political and diplomatic level);</p>	<p>Political dialogue focussing on:</p> <p>(i) consolidation of democratic institutions and processes;</p> <p>(ii) human rights challenges and the implementation of the EU HR Country strategy;</p> <p>(iii) regional security situation (Libya, Mali, Nigeria) and terrorist threats;</p> <p>(iv) internal security and stability, including stability and development for north of Niger and risks in the Southeast;</p> <p>(v) access to justice;</p>	<p>- EOM follow-up</p> <p>- Include Conflict prevention in political dialogue (early warning + immediate response mechanisms, strategic approach);</p> <p>- Discuss in political dialogue (multi) sectorial issues, religious radicalisation and control and counter measures;</p> <p>- Strengthen coordination (local and regional level) between government and partners on security issues and support;</p>

²⁵ Where planned and potential initiatives mention figures, decisions by the Commission and the relevant committees have been adopted.

Line of Action	REGIONAL		MAURITANIA		NIGER	
	On-going	Planned and potential ²⁵	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
					(vi) humanitarian challenges linked to food security and natural catastrophes and local/regional initiatives (3N, AGIR); (vii) socio-economic development challenges and the Governments' strategic approach (PDES 2012-15);	
Security and the rule of law	<ul style="list-style-type: none"> - Support to ECOWAS' relevant activities (Praia Plan, cocaine route, criminal justice and investigations); - Support to international coordination in the framework of the P3+; - Support to the operationalization of APSA and the establishment of the ECOWAS Stand-by Force; - Training of EU Delegation experts from West and Central Africa on rule of law, 	<ul style="list-style-type: none"> - Enhanced support to the AU led coordination of Heads of Intelligence and Security Services of the countries of the Sahel-Saharan region (Nouakchott process); - Potential continuation of support to the Sahel Security College (currently funded under IcSP art. 5 CT Sahel project) under relevant EU financial instruments pending availability of resources and the results of more in-depth consultations with EU relevant services ; 	<ul style="list-style-type: none"> - 10th EDF programmes: <ul style="list-style-type: none"> *Migration management (11 M€); *Rule of law (7 M€); *Security and development (13 M€). - Budget support (State Building Contract): one indicator on security with the aim to strengthen border control and improve judicial procedures on terrorist cases. 	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination with EU Member States to ensure complementarity between the growing number of security-related projects. 	<ul style="list-style-type: none"> - EUCAP SAHEL Niger which aims at supporting Nigerien authorities and reinforcing their capacity to fight terrorism and organized crime, through the combination of specific trainings and strategic advice - EDF project in support to national security: the 29.5 M€ PAJED II (justice & rule of law) - 10th EDF project in support of civil registration that will eventually allow the setting 	<ul style="list-style-type: none"> - 11th EDF peace consolidation, security and migration management programme - Continuation of support to civil registration under 11th EDF - IcSP support to border control (planned under ongoing IcSP programme, see beside) on Niger/Nigeria border in cooperation with GIZ; \

Line of Action	REGIONAL		MAURITANIA		NIGER	
	On-going	Planned and potential ²⁵	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
	<p>SSR and conflict prevention / early warning;</p> <p>- Training of EU Delegation staff from North and West Africa on CVE under the IcSP;</p> <p>-Support to the Sahel Security College under the IcSP art5 funded CT Sahel project;</p> <p>- Support to ECOWAS Regional Action Plan on illicit drug trafficking, related organised crime and drug abuse in West Africa (10th EDF, 17 M€);</p> <p>- Support to ECOWAS Regional Peace, Security and Stability Mandate (EU-ECOWAS PSS / 10th EDF, 29 M€);</p>	<p>IcSP art. 5: Action to increase the capacity of criminal justice and law enforcement officials to effectively investigate, prosecute and adjudicate in an accountable way organised crime and drug trafficking-related cases via enhanced regional and transregional cooperation along the Cocaine Route(s) (10 M€)</p> <p>IcSP art. 5: Action on critical maritime routes in the Gulf of Guinea (7,5 M€)</p> <p>- Continuation of IcSP art.5 funded WAPIS programme (potentially under 11th EDF);</p>			<p>up of an effective system for identifying and securing identification of Niger's citizens</p> <p>- End and transition of CT Sahel project funded by IcSP; focus on developing the regional Sahel Security College</p> <p>-IcSP art. 5 WAPIS project (Niger as one of the pilot countries)</p> <p>- IcSP art. 5 AIRCOP (Airport Communication Project) implemented by UNODC in partnership with Interpol and World Customs Organization</p>	<p>- IcSP support to community police deployment in municipalities considered "at risk".</p> <p>- Support fight against organized crime (corruption, trafficking, money laundering);</p> <p>- Increased engagement in counter-terrorism initiatives and coordination (local GCTF co-chair);</p> <p>- Continuation of IcSP art.5 funded WAPIS programme (potentially under EDF);</p>

Line of Action	REGIONAL		MAURITANIA		NIGER	
	On-going	Planned and potential ²⁵	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
	<p>-Strengthening anti-money laundering capacities in West Africa (SAMWA - 10th EDF 3 MEUR);</p> <p>- West African Police Information System funded by IcSP art. 5 and developed with INTERPOL</p>					
Development, good governance and internal conflict resolution	<p>- RIP 10th EDF West Africa (547 M€: infrastructure, free movement of persons and migration, economic integration, food security, environment, institutional reform);</p> <p>- AGIR-Resilience in the Sahel initiative to help countries in the region develop self-sufficient food security strategies;</p> <p>IcSP Art.4 (AAP 2013 - 2 M€) regional projects on:</p>	<p>- Support under GPG FSSA Resilience to the RPCA - SEG AGIR coordination meetings on resilience and Food and nutrition security and to AGIR process</p> <p>- Participation in the Ministerial coordination platform meeting on Sahel strategies and initiatives.</p>	<p>- Budget support (State Building Contract): one component on improvement of public finance management; one component on improving access to education and health services for the population.</p> <p>- 10th EDF programme on decentralisation (20 M€);</p> <p>- Support to Civil Society and culture (7 M€);</p> <p>- Thematic line funded programmes on conflict resolution (NSA and EIDHR</p>	<p>- Support to PFM (11th EDF)</p>	<p>- Implementation of the 10th EDF (598 M€);</p> <p>10th EDF support to development and stability in the north of Niger (Agadez, Tahoua, Tillabery); roads: 44.5 M€, agro-pastoral development: 12 M€; rural vocational training : 2.5 M€);</p> <p>- IcSP – article 3: Support for reducing the risks of insecurity and instability in</p>	<p>- Top-up to two budget support programmes: Good Governance and Development Contract and food security being assessed</p> <p>- Support to 2016 electoral process (11th EDF project)</p> <p>- Preparatory action: Building resilience for better health of nomadic communities in the north of Mali and Niger</p>

Line of Action	REGIONAL		MAURITANIA		NIGER	
	On-going	Planned and potential ²⁵	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
	<p>Youth employment, Protection of children, Women, peace and security</p> <p>- ENI Regional South: Supporting rule-of-law-compliant investigations and prosecutions in the Maghreb (Morocco, Algeria, Tunisia, and Libya. Mauritania); 2014-2017; 3 M€</p> <p>Implementing Institution: Joint management with UNODC; The objective of the action to increase the capacity of criminal justice and law enforcement officials to effectively investigate, prosecute and adjudicate terrorism cases.</p>		thematic lines).		<p>north-west and south-east regions of Niger (counter radicalisation, socio-economic relief/resilience, security at community level, border management) - 18.7M€, plus a 2.64 M€ contribution from Denmark currently being integrated.</p> <p>- Thematic budget lines and facilities (Investing in People, Water, MDGs);</p> <p>- First Good Governance and Development Contract (budget support) in the Sahel, of 85 M€, boosting delivery of social services (education and health).</p>	
Fight against and prevention of extremism and	<p>- IcSP art. 5 CT Sahel; - IcSP art. 5 Global actions on extremism, including</p>	<p>- ENI Regional South: Pilot CVE project Sahel-Maghreb; financing decisions under</p>	<p>- Conflict prevention and intercultural/religious dialogue to prevent extremism and radicalisation</p>	<p>- Support to Youth employment (11th EDF)</p>	<p>- EIDHR and NSA-LA thematic and EDF support to civil society (around 12 M€) to promote democratic</p>	<p>- Co-chair GCTF local group;</p>

Line of Action	REGIONAL		MAURITANIA		NIGER	
	On-going	Planned and potential ²⁵	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
radicalisation	GCERF and Hedayah.	preparation; IcSP – article 3: Sahel/Maghreb – regional support for the analysis of the phenomenon of radicalisation in the region and the identification of actions to counter violent extremism (up to a maximum of 2 M€)	(10th EDF – 6 M€);		culture, local development and values of democracy and tolerance; See above: IcSP article 3 programme includes a counter radicalisation component, building state and civil society capacities and supporting inter and intra religious dialogue to prevent extremism	

Line of Action	MALI		BURKINA FASO		CHAD	
	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
Political and diplomatic	<p>- Follow-up to the 15 May Donors' Conference: first international follow-up Conference took place on 7 November 2013 in Bamako; the second one in Brussels on 5 February 2014, the third one in Bamako on 15 May 2014 and the fourth one held in Paris on 30 September 2014. The last one was held in Bamako, on 17 February 2015</p> <p>- Political dialogue with the Government, with the objective to promote:</p> <p>(i) consolidation of constitutional order (after presidential and legislative elections);</p> <p>(ii) State reform and governance;</p>		<p>Political dialogue, with a focus on:</p> <p>(i) Holding of Presidential, legislative and local elections in October 2015 and January 2016 the respectively.</p> <p>(ii) Security situation in Burkina Faso and cooperation following its inclusion in the EU Sahel Strategy</p> <p>- Implementation of the EU HR Country Strategy;</p>	<p>Follow up and next sessions of political dialogue should focus on:</p> <p>- State of play of the political transition and the build up to inclusive democratic elections.</p> <p>- Good governance (including public finances, justice, fight against corruption);</p> <p>- Preparations for the 2015 electoral process (including EU Electoral Observation Mission)</p> <p>- SSR;</p> <p>Several studies are envisaged: State of security forces, tensions over land, political economy analysis of natural resources, political Islam in Burkina Faso;</p>	<p>Political dialogue focussing notably on:</p> <p>(i) Human rights and reform of the justice sector;</p> <p>(ii) Regional security situation (CAR, Libya, Mali, Sahel, Boko Haram);</p> <p>(iii) Economic situation (IMF Programme, HIPC Initiative, Public Finance)</p> <p>- Implementation of the EU HR Country Strategy;</p> <p>- In October 2014, creation of a local "<i>Groupe Consultatif Sahel</i>" under the EU Presidency with main partners (UN, ADB, WB, CH, US, etc.).</p>	<p>- Follow-up mission to EOM requested;</p> <p>- Restructuration of political dialogue with thematic sessions dedicated to specific subjects of interest- security would be one of them</p>

Line of Action	MALI		BURKINA FASO		CHAD	
	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
	<p>(iii) national dialogue and reconciliation (and appropriate support to the Truth, Justice and Reconciliation Commission);</p> <p>(iv) restoration of the democratic foundations of security forces and reform of security sector and defence policy;</p> <p>(v) a more inclusive policy towards the north of Mali;</p> <p>(vi) implementation of the EU Human Rights Country Strategy and support to AU and civil society human rights observers;</p> <p>- Support to the implementation of the peace agreements (of 18 June 2013 and the expected one for 2014), including:</p> <p>(i) support and contribute to the inclusive peace talks with</p>					

Line of Action	MALI		BURKINA FASO		CHAD	
	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
	<p>armed groups and communities from the north of Mali;</p> <p>(ii) confidence building measures;</p> <p>- Support to international coordination (including the AU / UN / ECOWAS led international Support and Follow-Up Group on Mali);</p>					
Security and the rule of law	<p>- CSDP EU military Training Mission (reform of the Malian Armed Forces through combination of battalions training and strategic advice, current mandate runs until May 2016);</p> <p>- CSDP EU civilian Mission EUCAP Sahel Mali (support to the restructuration of Malian Internal Security Forces through the combination of junior and intermediate leadership training as well as strategic</p>	<p>- Continuation of IcSP art.5 funded WAPIS programme (potentially under 11th EDF);</p> <p>;</p> <p>- Support under IcSP to reconciliation and prevention of radicalism (2M€), Support to internal security (5M€) and Support to resilience (5M€)</p>	<p>- Support to the Justice Sector under the 10th EDF (2014);</p>	<p>- Support to the Justice Sector under the 11th EDF;</p>	<p>- Support to the internal security forces reform (28 M€ 10th EDF): Professionalise the internal security forces;</p> <p>- Support to the justice reform (25M€ 10th EDF);</p> <p>- DDR - reintegration of demobilised militaries (5M€ - IcSP);</p>	<p>- Support to the justice reform (11th EDF);</p> <p>- Several actions under the NSA and EIDHR instruments in favour of the civil society (justice, elections, democratisation, rule of law) and civil society participation (11th EDF)</p>

Line of Action	MALI		BURKINA FASO		CHAD	
	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
	<p>advise focused on human resources)</p> <p>- CT Sahel project funded by IcSP art. 5 (support to Pole judiciaire spécialisé));</p> <p>- West African Police Information System funded by IcSP art. 5 and developed with INTERPOL;</p> <p>- Projects: State Building Contract (225 M€),</p> <p>- IcSP art. 5 AIRCOP (Airport Communication Project) implemented by UNODC in partnership with Interpol and World Customs Organization (WCO)</p>				<p>-PADEMIN demining project (5.4M€ -IcSP and 10th EDF)</p> <p>- Several actions under the NSA and EIDHR instruments in favour of the civil society (justice, elections, democratisation, rule of law)</p>	
Development,	- Implementation of the 10 th	- A new state building contract	- Support to PFM and	- Support to the transition (11 th	- PADL-GRN et PADL II-	- 2015-2020: PASTOR –

Line of Action	MALI		BURKINA FASO		CHAD	
	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
good governance and internal conflict resolution	<p>EDF (727.8 M€) and support to the restoration of State presence, justice, security and order in the centre and the north of Mali, food security, LRRD (23 M€), water and sanitation;</p> <p>- State building contract (225 M€) to promote structural reforms needed in public finances management system, justice, decentralisation, fight against corruption, employment and social services</p> <p>- Support to Justice Reform (12 M€); Support to decentralisation (52 M€)</p> <p>IcSP article 3: 5 M€: support to Malian authorities and communities to re-establish the presence of the State in the North as well as to allow progressive resumption of</p>	<p>focusing on State reforms, structural reforms (public finances management, justice, decentralisation)</p> <p>- Support to the national Commission Vérité, Justice and Réconciliation</p> <p>- Support to rural development and fight against food insecurity</p> <p>- Support to education system to reinforce education quality and access to education for out-of-school children and teenagers</p> <p>- Funding jobs creation for youth, in the infrastructure sector</p>	<p>statistics;</p>	<p>EDF);</p> <p>- Support to PFM and statistics (11th EDF).</p> <p>- Support to food security/sustainable agriculture to reinforce population resilience (11th EDF)</p> <p>- Support to Civil Society Organisations and to the dialogue between State / Non-State actors;</p> <p>- IcSP and EIDHR instruments are envisaged to support civil society during the transition period (2015).</p>	<p>Local development Support programme (48 M€ 10th EDF)</p> <p>–Rehabilitation of south and east: local governance, decentralization and resilience in highly insecure areas (bande sahelienne and other border areas). Conservation of protected areas, fight against poachers,</p> <p>- PTSA Food security thematic programme (38€M EDF/DCI-Food)- To tackle food and nutrition insecurity of fragile and post-crisis livelihoods (bande sahelienne and border areas > returnees and refugees)</p> <p>- PAEPA water access and sanitation programme (88€M EDF+OMD). Focused on resilience in in poor rural</p>	<p>Programme Pastoralisme</p> <p>Rationale use of pastoral resources to diminish vulnerability and poverty.</p> <p>Improve local governance and conflict prevention and reinforce resilience. Focus on border areas affected by refugees, returnees and trafficking/criminality.</p> <p>- 2016-2020 : Protected areas support programme National Parks and protected areas in remotes zones to increase stability, economic development and security (in borders and other insecure areas)</p>

Line of Action	MALI		BURKINA FASO		CHAD	
	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential	On-going	Planned and potential
	basic services' provision.				<p>areas and post crisis zones.</p> <p>- PAG- Good Governance support programme (15M€ 10th EDF). Public Finance support</p> <p>- Opening up of regions affected by insecurity – transport sector programme (83M€ 10th EDF)</p>	
Fight against and prevention of extremism and radicalisation	<p>- IcSP article 3: project on dialogue and reconciliation (3 M€) & technical assistance facility (1 MEUR);</p> <p>- EDF programme for reconciliation and conflict resolution (5 M€);</p>	- Projects to support the national reconciliation process, support			<p>- IcSP article 3 - Counter violent extremism in border regions of Chad and in northern Cameroon (7M€)</p> <p>- IcSP article 3 – "Programme de réponse aux risques de contagion de la crise en RCA" (7M€.)</p>	

OVERVIEW OF 11th EDF INDICATIVE PROGRAMMES 2014-2020

	Niger	Chad	Mali	Burkina Faso	Mauritania	
NIP Total:	596 M€	442 M€	615 M€	623 M€	195 M€	
Governance, Peace & Security	<p>- Security, good governance and peace building: 100 M€ aiming at: (1) reinforce the justice system and human rights protection; (2) support to the election process; (3) reinforce internal civil security services and border management; (4) Develop local government capacities', especially where insecurity and conflict risk are a major concern.</p> <p>- Open up territories with security challenges to improve economic, social and security situations : 90 M€</p>	<p>- Rule of law consolidation : 65 M€ The objectives are: (1) increase justice services' quality, equity and independence to protect human rights; (2) reduce insecurity and impunity through an internal security forces' effective operational framework; (3) a reliable civil registrar; (4) public finance management is transparent, predictable, sustainable, reliable and based on civil priority</p>	<p>- State reform and rule of law consolidation: 280 M€ in which: reinforce state institution's effectiveness and credibility: (1) reinforce effectiveness and credibility of justice institution; (2) reinforce the fight against corruption ; (3) reinforce public security; (4) consolidate state reform through effective devolution and decentralization; (5) Encourage the national reconciliation policy</p>	<p>- Governance: 325 M€: the main objectives are:</p> <p>(i) to reinforce the rule of law through justice; modernise the civil registry and improve local government capacities;</p> <p>(ii) to improve the efficiency of public policies and the management of State budget.</p>	<p>- the rule of law: 59 M€</p> <p>(1) reinforce decentralisation for a better access to local services; (2) promote access to an independent and credible justice that safeguards human rights; (3) strengthen border integrated management and professionalisation of security public services; (4) contribute to conflict prevention through vocational training that supports higher youth employment levels.</p>	
Other focal sectors	<p>- Food security, nutrition and resilience: 180 M€</p>	<p>- Food security, nutrition and rural development: 297M€ Particular focus</p>	<p>- Food security and rural development (100 M€): prevent crisis food, improve</p>	<p>- Food security, sustainable agriculture and water: 190 M€ Main</p>	<p>- Food security and sustainable agriculture: 78 M€</p>	

	Niger	Chad	Mali	Burkina Faso	Mauritania	
	<p>Objectives:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Increasing food availability and production; 2. Reinforce the prevention and response capacities of households and communities; 3. Improving nutrition of vulnerable households and children under five; 4. Reinforce the capacities of public and professional institutions implementing the "3N" Initiative. <p>- Reinforcing State capacities to implement social policies: 200 M€</p> <p>Objectives:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Improve the financial capacity for implementing 	<p>on the "bande sahélienne"</p> <p>Objectives:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Strengthen governance and budgeting for food security; 2. Ensure continuous and sustainable access to food and make it available in adequate quantity and quality; 3. Improve the nutritional status of children under 5 years and pregnant and lactating women; <p>- Sustainable management of natural resources: 53 M€</p> <p>Objectives:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sustainable management of protected areas and fragile ecosystems 2. Sustainable management of pastoral resources 	<p>productivity and the governance of the sector</p> <p>- Education (100 M€): reinforce access to and quality of school, reinforce alphabetisation, with a special focus on girls access</p> <p>- Infrastructure (110M€): construction of the road between Bourem, Gao and Kidal to tackle North's isolation</p>	<p>objectives:</p> <ol style="list-style-type: none"> (i) Improve food security and nutrition for the most vulnerable population; (ii) Develop sustainable agriculture and animal husbandry with specific focus on support to small farms and sustainable management of natural resources. <p>- Health: 80 M€</p> <p>Main objectives:</p> <ol style="list-style-type: none"> (i) contribute to reducing maternal and children mortality; (ii) Strengthen the leadership and governance of the Ministry of Health in order to implement the national health policy. 	<p>Main objectives:</p> <ol style="list-style-type: none"> (i) Strengthen governance related to equitable access and sustainable management of resources in the context of climate change; (ii) improve sustainably and equitably access to basic services for vulnerable groups (iii) Promote the development of sustainable value chains at community and family levels <p>- Health: 44 M€</p> <p>Main objectives:</p> <ol style="list-style-type: none"> (i) Contribute to a more equitable access to qualitative primary healthcare; (ii) Improve sustainable equitable and qualitative availability of human 	

	Niger	Chad	Mali	Burkina Faso	Mauritania	
	<p>public policies within a good governance framework;</p> <p>2. Reinforce public finance management and the fight against corruption;</p> <p>3. Promote the implementation of sector reforms and improve the provision of public services in the priority sectors;</p> <p>4. Develop social services to tackle the demographic challenges.</p> <p>- Support to civil society: 16 M€</p>	<p>- Support to civil society: 12 M€ in order to strengthen their internal capacities as well as promote a better dialogue between themselves as well as the central and local Governments.</p>		<p>- Support to civil society: 21 M€ in order to strengthen their internal capacities as well as promote a better dialogue between themselves as well as the central and local Governments.</p>	<p>resources in the sector;</p> <p>(iii) Improve availability and access to essential and qualitative medicine.</p> <p>- Support to NAO & TCF: 14 M€ in order to strengthen his capacities in order to ensure efficiency and efficiency of EU support. The TCF will allow a better identification and formulation of projects/programmes.</p>	

ADDENDUM III

OVERVIEW OF MEMBER STATES' CONTRIBUTION

Funding country	Name/description of project	Budget (in €M)	Status	Period	SLA
Burkina Faso					
Austria	Projet de renforcement des capacités de la FECOPAO	€0.7M	Ongoing	2012-2015	1
	Regional development programme Boucle du Mouhoun	€2.5M	Ongoing	2013-2016	1
	Projet de consolidation de la gouvernance environnementale locale au Burkina Faso	€2.9M	Ongoing	2011-2015	1
	Support of resilience and food and nutrition security of the rural population in Burkina Faso	€1.7M	Finalised	2012-2014	1
	Education et formatoin pour un développement endogène au Burkina Faso	€1.8M	Ongoing	2013-2016	1
	Support for preventing and combatting the epidemic of the Ebola virus disease in Burkina Faso	€1.0M	Ongoing	2014-2015	1
Belgium	Strengthening of the food security granaries network of Naam group (SOS Faim)	€3.5M	Ongoing	2010-2015	1
	Support project for the development of Fula Zebus in Sahel (Vétérinaires sans frontieres)	€3M	Ongoing	2011-2016	1

	Local development programme for the Diapangou territory (Iles de Paix)	€0.8M	Ongoing	2013-2016	1
	Support programme for food security initiatives (Solidagro)		Ongoing	2012-2014	1
Denmark	Programme of support to good governance in Burkina Faso	€18M	Ongoing	2008-2015	1
	Bilateral development cooperation in agriculture, water and sanitation and budget support.	€155M	Ongoing	2012-2015	1
	Programme to strengthen capacity of community police for community engagement, build trust between police and citizens, and enhance social cohesion	€1.2M	Ongoing	2014-2016	4
	Conflict prevention and mediation in the border regions	€0.13M	Ongoing	2014-2016	4
	Global Counter Terrorism Forum (GCTF): Sahel Working Group, Burkina Faso	€0.1M	Ongoing	2014-2015	4
France	Cf. Partnership Framework Document	€265-305M	Ongoing	2013-2016	
Germany	Support to the African Union Border Programme (AUBP) "From Barriers to Bridges" (BF, Niger, Mali)	€3M/year	Ongoing	2013 - 2015	1
	Agriculture	€6-8M/year (based on past disbursements)	Ongoing and planned (planning not finalized)	2011-2014; 2014-2017	1
	Bilateral development cooperation in rural development, water and sanitation, decentralization and child rights	€21.5M	Planned	2014-2016	1
	Promotion of freedom of expression and development of media (with regional	€1.6M	Ongoing	2015-2018	4

	components for journalists from Niger and Mali)				
	Police training on civic policing	€0.2M/year	Ongoing	2014-2016	3
Ireland	Programme to increase access to and quality of primary and secondary education for all children in Burkina Faso with a specific focus on the inclusion of girls and children with disabilities.	€0.27M	Ongoing	2014-	1
Italy	Beekeeping for food security in Gna-Gna, Komondjari, Tapoa, Kendougou, Leraba and Gaoua Provinces - Phase 1	€0.86M	Ongoing	2014-2015	1
	Support to the national health program of health development against malaria - II phase	€ 2.22M	Ongoing	2009-2014	1
	Malaria control in Burkina Faso – Training and Research in malariology	€2M	Ongoing	2014-2016	1
	Project for dredging, rehabilitation and development of the river basin of Dori	€2M	Planned	2015-2016	1
	A mobile unit for social emergency	€45.000	Ongoing	2014-2015	1
	Emergency intervention in favour of vulnerable population	€1M	Ongoing	2014-2015	1
Luxembourg	Total cooperation funding for 2014 (including item below)	€21.83M	Ongoing	2014	1
	Political dialogue included in annual partnership commissions		Ongoing		2
Poland	Development assistance (access to water, primary education)	€0.019M	2013-2014	2013-2014	1
Sweden	Humanitarian Assistance	€1.47M	Ongoing	2014	1
	Long-term development cooperation		Ongoing	2000-2016	1
UK	Bilateral humanitarian funding	€18.58M	Ongoing	2012-2014	1

Chad					
Finland	Humanitarian aid	2.8M		2014	
	Humanitarian aid	0,4M		2015	
France	Total engagement of which, inter alia :	€100M	Ongoing	2014-2015	
	<i>Governance</i>	€100M	Ongoing	2014-2015	
	Democratic governance	1 expert	Ongoing		1
	Decentralisation	€1M	Ongoing	2013-2016	1
	Economic governance	2 experts	Ongoing		1
	Improvement of judicial capacities	1 expert	Ongoing		3
	Reinforcement of armed and security forces	13 experts	Ongoing		3
	Support to the fight against terrorism	€0,6M + 1 expert	Ongoing	2014 - 2017	3
	Aviation security	1 expert	Ongoing		3
	<i>Prevention of radicalisation</i>				
	Support to education	€0,4M	Ongoing		4
French teaching	1 expert	Ongoing		4	

	University education	€0,5M + 1 expert	Ongoing	2014 - 2017	4
	Professional training	€5M	Ongoing		4
	<i>Economic development</i>				
	Support to agro-pastoralism	€6M	Ongoing		1
Germany	Psychosocial Capacity-building for Health and Social Service Providers	2013: €0.2M 2014: €0.30M	Ongoing	2013-2014	1
	Component of the "Police Program Africa"	2014: €0.86M 2015: €0.70M	Ongoing	2013-2015	3
Czech Republic	Medical assistance for mothers and children (MSF)	€73,00			1
Ireland	Community Resilience to Acute Malnutrition (CRAM) development programme	€0.60M	Ongoing	2014-	1
Sweden	Humanitarian Assistance	€7.65M	Ongoing	2014	1
UK	Bilateral humanitarian funding	€34.81M	Ongoing	2012-2014	1
Mali					
Austria	Civil Society for a Human Security Strategy in Mali	€0.80M	Ongoing	2013-2016	2
	EUTM Mali: 8 military personnel		Ongoing	2014-	3
Belgique	Support for development of Zébu Maure	€8M	Ongoing	2009-2015	1
	Developent of the aquaculture sector in the Sikasso region	€6.05M	Ongoing	2010-2016	1

Institutional support to the Ministry of Livestock and Fisheries	€1.5M	Ongoing	2011-	1
Institutional support to the Ministry of Territorial Administration and Local Government	€3.5M	Ongoing	2010-2014	1
Support to decentralisation processes in the Koulikoro region	€7M	Ongoing	2010-2015	1
Support for the consolidation of the civilian State	€1M	Ongoing	2011-2014	1
Sanitation Project of the city of Sikasso	€1.58M	Ongoing	2014-2017	1
Support for Investments of Local Authorities	€7.17M	Planned	2014-2019	1
Programme to support the realisation of studies and consultancies (PAREC)	€1.74M	Ongoing	2004-2014	1
Expertise support programme (PAEX)	€3.6M	Ongoing	2004-2014	1
Gender and local development in the context of food security in the regions of Kayes and Koulikoro - UNWomen	€0.4M	Ongoing		1
Electoral process support programme - PNUD	€1.5M	Ongoing	2013-2015	1
Program to fight against food insecurity and malnutrition around Nara and Nioro - FAO, UNCDF, Vétérinaires sans Frontières, Protos, Solidarité Mondiale, Croix-Rouge de Belgique, SOS Faim	€15.7M	Ongoing	2012-2016	1
Improving food security through sustainable water resources management (Protos)	€1M	Ongoing	2012-2015	1
Support Programme for Food Security Initiatives (Solidagro)	€1.4M	Ongoing	2012-2015	1
EUTM Mali: 77 military personnel for the protection force. Delivery of military equipment				3

	EUCAP Mali: financial expert (greater involvement planned)				3
Bulgaria	EUTM Mali: 4 medical staff		Ongoing	2013-2015	3
Croatia	Programme to strengthen preparedness for fighting ebola in WASH, health and education - UNICEF	€0,05 M	Delivered	2014	1
	Military equipment to Malian army	€0,14M	Delivered	2013	3
	Military equipment to Malian army	€0,2 M	Ongoing		3
Czech Republic	EUTM Mali: 34 members for the protection force and 4 training instructors (can be increased to 50)		Ongoing	2014-2015	3
Cyprus	EUTM Mali: 1 senior officer		Ongoing	2014-2015	3
	Military equipment to Malian army (2360 assault rifles)		Delivered	2014	3
Denmark	Governance, peace and reconciliation	€17M	Finalising current engagement, engaging into new phase	2013-2016	1
	Private Sector Programme	€43M	Ongoing	2014-2018	1
	Stabilisation initiatives	€13.4M	Ongoing	2013-2015	2
	Water and Sanitation	€55.5M	Ongoing	2010-2015	1
	Cultural activities	€1.3M	Ongoing	2012-2016	1

	Comprehensive assessment of the Gendarmerie in Mali within the framework of the SSR process	€0.13M	Ongoing	2014-2015	3
	Support to border control related to Ebola outbreak	€0.7M	Ongoing	2014-2015	3
	Promotion of democracy and human rights	€2M	Finalising current engagement, engaging into new phase	2012-2016	3
	ICRC appeal Mali	€0.67M	Ongoing	2014	1
	Emergency response; humanitarian assistance to drought and war-affected Mali; assistance in protracted crisis	€1.67M	Ongoing	2014	1
	Military contribution to MINUSMA: 13 officers		Ongoing		3
	EUCAP Sahel Mali: 1 personnel		Ongoing		3
Estonia	EUTM Mali: 7 military personnel		Ongoing	2013-	3
	Support to MINUSMA		Ongoing	2013-	3
	Contribution to UNICEF (support for ensuring ongoing education for children that have suffered in conflicts and food crises)	€0.05M	Finalised	2012	1
Finland	EUTM Mali: Personnel contribution: 12 officers		Ongoing	2014-	3
	Humanitarian aid	3M		2014	
France	AFD commitment forecast	€261M	Ongoing	2014-2016	1

	Forecast registered in the european joint programming document	€472M	Ongoing	2014-2018	
Germany	Support to the African Union Border Programme (AUBP) "From Barriers to Bridges" (BF, Mali, Niger)	€3M/year (15 participating states)	Ongoing	2013-2015	1
	Bilateral development cooperation in rural development, water and sanitation, decentralization, general budget support and health	€130.5M	Ongoing	2014-2016	1
	Support to the Dialogue and Reconciliation Process	2014: €0.58M 2015: €1.8M 2016: 10.000€	Ongoing	2013-2016	2
	EUTM Mali: personnel contribution (around 150)		Ongoing	2013-	3
	EUCAP Sahel Mali: Head of Mission and personnel contribution (currently 2)		Ongoing	2014-	3
	German Partnership Program for Excellence and Biological and Health Security - Institute for microbiology of the German Armed Forces	2014: €0.24M 2015: €0.18M 2016: €0.18M	Ongoing	2014-2016	3
	German Military Aid Program for Foreign Forces	€3.3M	Planned	2015-2016	3
	Delivery of Medical and Mine Removal Supplies	€50.000	Ongoing	2014	3
	Training Courses for African Police at École de Maintien de la Paix in Preparation for Deployment to Peacekeeping Missions	2014: €0.3M 2015: €0.5M	2014 Ongoing; 2015 Planned	2014-2015	3
	Technical Assistance to the Government in implementing the National Action Plan on Small Arms and Light Weapons (SALW) Phase II, project with UNREC	2014: €0.29M	Ongoing	2014-2015	3

	Assessing the State of Arms and Ammunition Management, project with BICC	2014: €0.14M	Ongoing	2014 (to be continued)	3
	Promotion of Radio Studio Tamani's dialogue program "Le Grand Dialogue" with the goal to provide various political views and help listeners to build their own opinion based on facts	2014: 86.700 €	Ongoing	2014	4
	Reform of the State News Channel ORTM with the goal to provide more relevant and neutral news	2014: €0.14M	Ongoing	2014	4
Greece	EUTM Mali, 4 officers		Ongoing		3
	Development assistance for 2014	€0.05M	Ongoing	2014	1
Hungary	Hungarian scholarship programme (tuition for 10 Malian students)	€0.1M	Planned	TBD, 2015-	1
	EUTM Mali, 4 trainers		Ongoing	-2016	3
Ireland	Strengthening health systems through delivery of eye health services; contributing to the delivery of quality education of disabled and visually impaired girls and boys within wider education systems; working with disabled people's and blind people's organisations; and enhancing the capacity of partner organisations.	€0.47M	Ongoing	2014-	1
	Strengthening resilience of conflict-affected communities in Bandiagara and Douentza Circles to conflicts and disasters, Mopti	€0.18M	Ongoing	2014-	1
	Provision of quality education and protection services for vulnerable children and adolescents.	€0.48M	Ongoing	2014-	1
	Support to UN Humanitarian Air Services	€0.35M	Ongoing	2014-	1
	EUTM Mali: 10 staff members (3 officers and 7 non-commissioned officers)		Ongoing	2013-2015	3

Italy	Potable Water Supply of Bamako from the Kabala Station	€11.2M	Ongoing	2015-2017	1
	Bilateral emergency initiative for populations affected by the malian crisis	€0.6M	Ongoing	2014-2015	1
	Communities stabilization projects - Rehabilitation of communities' infrastructures, psychologic and social assistance to children and vulnerable groups - IOM	€0.6M	Ongoing	2014-2015	1
	Fight against recruitment in armed groups and/or victims of violence - UNICEF	€0.6M	Ongoing	2014-2015	1
	Health assistance, protection and food security intervention in favour of IDPs in North Mali - ICRC	€1M	Ongoing	2014	1
	New bilateral intervention for activities in crisis areas	€1M	Planned	2015-2016	1
	EUCAP Sahel Mali: Personnel contribution: 6 units		Ongoing		3
	EUTM Mali: personnel contribution 10 units		Ongoing		3
Latvia	EUTM Mali: 7 officers		Ongoing		3
Lithuania	EUTM Mali: 2 officers at HQ, 2 trainers		Ongoing	2014	3
Luxembourg	Total cooperation funding for 2014 (including items below)	€12.56M	Ongoing	2014	1
	Reinforcing regional development capacities; implication of vulnerable groups in local development (Ségou and Sikasso regions)	€1.13M	Ongoing	2008-2014	1
	Development programme to be decided based on future Algiers agreement	To be determined	Planned	2015-2019	1
	Support for resumption of public services and for peace initiatives through local development actions (Kidal)	Around €0.1M	Ongoing	2014	1

	Sustainable development programmes in Kidal region (including good governance, conflict-prevention mechanisms, advice to local authorities, promotion of decentralisation and active citizenship)	€8.38M	Planned	2015-2019	1
	Sustainable development programmes in Gao region (including good governance, conflict-prevention mechanisms, advice to local authorities, promotion of decentralisation and active citizenship)	€4.92M	Planned		1
	Efforts as non-permanent member of the UNSC; support to resolutions 2100-2164		2013-2014	2013-2014	2
	Political dialogue included in annual partnership commissions		Ongoing		2
	Participation to international conferences and meetings on Mali/Sahel		Ongoing		2
	EUTM Mali: 1 NCO		Ongoing	2014-2016	3
	EUCAP Sahel Mali : 1 police officer		Ongoing	2014-2015	3
	Support to the setting up of an equipment management software for the Malian Armed Forces	€0.55M	Ongoing	2014-2015	3
	Contribution to the reinforcement of security for the MINUSMA through the UN Trust Fund	To be confirmed	Planned		3
	Sustainable development programme in Kidal and Gao for the promotion of youth opportunities	To be determined	Planned	2015-2019	4
Netherlands	Programmes aimed at improving food security	€6.10M	Ongoing	2014-2017	1
	Improvement in Integrated Water Resource Management (IWRM) and sanitation	€34M	Ongoing	2014-2017	1
	SRHR Programme (reproductive health)	€59M	Ongoing	2014-2017	1

	Stronger private sector and better investment climate in developing countries	€6M	Ongoing	2014-2017	1
	More professionals, institutions for higher and vocational education strengthened; promoting research with policy relevance.	€4.01M	Ongoing	2014-2017	1
	Contributions to developing country-based NGOs	€3.53M	Ongoing	2014	1
	Contributions to Recipient Government	€1.71M	Ongoing	2014	1
	Contributions to International NGOs	€2.87M	Ongoing	2014	1
	Contributions to United Nations Agency, Fund or Commission	€13.28M	Ongoing	2014	1
	Total other contributions	€4.3M	Ongoing	2014	1
	Developing the Rule of Law, reconstruction, peacebuilding, strengthening the legitimacy of democratic structures and combating corruption	€28M	Ongoing	2014-2017	3
	Contribution to MINUSMA: 450 army personnel, 4 Apache AH-64D attack helicopters, 3 Boeing CH-47D/F Chinook transport helicopters	2014: €74.5M 2015: €53M	Ongoing	2014-2015	3
	Contribution of 1 police officer to EUTM Sahel Mali		Ongoing		3
	Contribution of 1 police officer to EUCAP Sahel Mali		Ongoing		3
	Support to Centre for Civilians in Conflict (PoC activities MINUSMA)	€0,24M			
	Support to DCAF (Geneva Institute for the Democratic Control of the Armed Forces)	€0,5M			
Portugal	Participation in EUTM-Mali: Sniper Training Team (with Hungary)		Ongoing	2013-	3
	Participation in MINUSMA: C-130 airplane with 47-strong crew		Ongoing	2014	3

Romania	EUCAP Sahel Mali: 1 seconded police officer (upcoming deployment: another 2 police officers)		Ongoing	2014-	3
	EUTM Mali: Personnel contribution, currently 3 officers		Ongoing	2014-	3
Slovenia	Participation in EUTM Mali		Ongoing	-2015	3
Spain	Support to Food Security strategy in Sikasso Region	€1.05M	Planned	2015	1
	Strengthening of the Health Program at local level	€0.5M	Planned	2015	1
	Promotion of agroecologic and resilient family farming	€0.3M	Planned	2015	1
	Support to Irrigation national development strategy in the region of Kayes	€0.27M	Planned	2015	1
	Support to Food security national Platform	€0.20M	Planned	2015	1
	Capacity building of Security Forces (management, organised crime, border control and terrorism)	€0.24M	Ongoing	2008-2016	3
	EUCAP Sahel Mali: 4 police officers (currently 2)		Ongoing	2014-	3
	EUTM Mali: Mission Commander and personnel contribution (currently 163)		Ongoing		3
	Support to Operation Barkhane: Transport aircraft based in Dakar + personnel (55)		Ongoing	2013	3
Appointment of Ambassador - Special Envoy for the Sahel		Ongoing	2012	2	
Sweden	Humanitarian Assistance	€7.48M	Ongoing	2014	1
	Long-term development cooperation	€28.4M	Ongoing	2014	1

	Participation in MINUSMA: intelligence unit and a national support unit (250 people on the ground, currently engineers; intelligence unit expected to be deployed in first quarter of 2015)		Ongoing	2014-	3
	EUTM Mali: 10 staff members		Ongoing		3
	EUCAP Sahel Mali: 2 staff members		Ongoing		3
UK	EUTM: 24 military staff		Ongoing	2014	3
	EUTM: 2 civilian staff		Ongoing	2014	3
	EUCAP Sahel Mali: POLAD		Ongoing	2014	3
	Bilateral humanitarian funding	€43.14M	Ongoing	2012-2014	1
Mauritania					
France	Cf. Partnership Framework Document	€180M		2013-2015	
Germany	Financial support for Meeting of experts and Meeting of State Parties to the Biological Weapons Convention	€6.000	Ongoing	2014	3
	Component of the "Police Program Africa"	2014: €0.862M 2015: €0.75M	Ongoing	2013-2015	3
Ireland	Support to UN Humanitarian Air Services	€0.15M	Ongoing	2014-	1
	Programme to ensure that children and their mothers have reduced morbidity and mortality rates and enjoy improved health	€0.22M	Ongoing	2014-	1
Italy	Fight against food insecurity in centre/east of Mauritania - PLIACEM	€4.94M	Ongoing	2010-2014	1

	Increase of agricultural production in the mauritanian central-east regions - PAPACEM	€4.64M	Ongoing	2014-2016	1
Spain	Improvement of fish consumption for low income people as to strengthen food security	€0.54M	Ongoing	2013-2015	1
	Linking on-going institutional projects with those of NGOs to foster economic development (focus on farming)	€0.75M	Planned	2015	1
	Supporting the National Commission on Human Rights	€0.4M	Planned	2015	1
	Development of current health strategies at local level in order to improve communitarian health centres in the field of sexual and reproductive health	€0.75M	Planned	2015	1
	Capacity building of Security Forces (management, organised crime, border control and terrorism)	€0.42M	Ongoing	2008-2016	3
Sweden	Humanitarian Assistance	€1.9M	Ongoing	2014	1
UK	Bilateral humanitarian funding	€19.14M	Ongoing	2012-2014	1

Niger					
Belgique	Support for the training of health workers	€3.57M	Ongoing	2009-2014	1
	Institutional support to the Ministry of Health	€3.7M	Ongoing	2010-2016	1
	Support for strengthening of the health system	€13.2M	Ongoing	2013-2018	1
	Support for the establishment of decentralized entities in the Dosso region, phase 2 (PAMED 2)	€9.09M (PIC + FBSA)	Ongoing	2013-2018	1

	Support for the implementation of the pastoral village water supply program in the Dosso region, phase 2	€5M	Ongoing	2013-2019	1
	Programme to support the realisation of studies and consultancies	€1.83M	Ongoing	2009-2014	1
	Institutional support to the Ministry of Livestock	€2.9M	Ongoing	2010-2016	
	Pastoral development	€11M	Ongoing	2009-2016	
	Food security project enhanced by livestock in Dakoro and Abalak (SAREL, phase 2 of PROXEL)	€2.59M	Ongoing		
	Food security in Kornaka (Caritas International)	€2.3M	Ongoing		
	CTB (PAMED 2)	€5.09M	Ongoing		
	EUCAP Niger: 7 personnel (4 policemen, 1 magistrate and 2 experts)				3
	Military cooperation: Defence Attaché in Cotonou and joint exercises				3
Denmark	Project to diminish the risks of insecurity and instability in Niger managed by EU	€2.69M	Finalising current engagement, engaging into new phase	2014-2015	1
	Long-term development cooperation in three sectors: Water, Good Governance and Agriculture	€60M	Planned	2017-	1
	EUCAP Sahel Niger: 1 personnel		Ongoing		3
Estonia	Contribution to Wold Food Programme	€0.07M	Finalised	2012	1

Finland	Humanitarian aid	0,8M			
France	Cf. Partnership Framework Document	€260-310M	Ongoing	2013-2016	
Germany	Support to the African Union Border Programme (AUBP) "From Barriers to Bridges" (BF, Mali, Niger)	€3M/year (15 participating states)	Ongoing	2013-2015	1
	Bilateral development cooperation in social sectors (education and health)	€17M	Ongoing	2014-2016	1
	Bilateral development cooperation in decentralization and food security/agriculture	€45M	Ongoing	2014-2016	1
	EUCAP Sahel Niger: 3 civilian experts		Ongoing		3
	Component of the "Police Program Africa"	2014: €0.91M 2015: €0.75M	Ongoing	2013-2015	3
	Peace Initiative with Former Combatants	2013: €0.19M 2014: €0.51M	Ongoing	2013-2014	4
	Promotion of freedom of press and conflict sensitive journalism	2014: €0.22M	Ongoing; 1 year prolongation planned	2012-2014	4
Hungary	Accreditation to Niger	N/A	Ongoing	ASAP	2
Ireland	Management of acute and moderate malnutrition and emergency preparedness	€0.39M	Ongoing	2014-	1
	Strengthening resilience and reducing malnutrition	€0.65M	Ongoing	2014-	1
	Provision of quality education and protection services for vulnerable children and	€0.24M	Ongoing	2014-	1

	adolescents				
	Programme to improve the lives of the most vulnerable in Tahoua and Illéla Departments by increasing their resilience, improving access to quality services, enhancing livelihood systems and improving environmental protection	€0.91M	Ongoing	2014-	1
	EUCAP Sahel Niger: 1 senior military expert		Ongoing	2014-	3
Italy	Technical Assistance to the project in Support to Markets and Rural Infrastructures in Tahoua Region - PAMIRTA	€20.80M	Ongoing	2014-2017	1
	Strengthening of capacity building in health, Phase 2	€2.62M	Ongoing	2011-2015	1
	Empower of women and local development - AFDEL	€3.23M	Ongoing	2014-2016	1
	Programme for protection and assistance to Mali's refugees in Niger - UNHCR	€1M	Ongoing	2013-2014	1
	Climate change adaptation disaster prevention and agricultural development for food security - ANADIA	€0.5M	Ongoing	2013-2015	1
	New multilateral contribution to international agencies for activities in favour of Malian IDPs	€1M	Planned	2015-2016	1
	EUCAP Sahel Niger: Personnel contribution: 3 units		Ongoing		3
Luxembourg	Total cooperation funding for 2014 (including items below)	€15.92M	Ongoing	2014	2
	Political dialogue included in annual partnership commissions		Ongoing		2
	EUCAP Sahel Niger: 1 agent de la Police grand-ducale (expert en formation logistique)		Ongoing	2014-2015	3
Spain	Support to Health Pool fund	€1M	Planned	2015	1

	Contribution to the Pool Fund for the Support of the National Platform for Prevention and Management of Food Security Crisis and Natural Disaster	€0.5M	Planned	2015	1
	Support to the national Communication Plan of the ministry of health and to the sanitations campaigns about Ebola, nutrition and health	€50.000	Planned	2015	1
	Capacity building of Security Forces (management, organised crime, border control and terrorism)	€0.26M	Ongoing	2008-2016	3
	EUCAP Sahel Niger: 6 police officers (currently 3)		Ongoing	2012-	3
Sweden	Humanitarian Assistance	€5.87M	Ongoing	2014	1
	EUCAP Sahel Niger: 2 staff members		Ongoing		3
UK	EUCAP Sahel Niger: Head of Co-ordination				3
	Bilateral humanitarian funding	€55.75M	Ongoing	2012-2014	1

Regional					
Austria	Strengthening the ECOWAS Conflict Prevention Framework through National Architectures for Early Warning and Early Response in West Africa	€0.5M	Ongoing	2013-2015	2
	UNODC contribution to the UN Regional Integrated Strategy for the Sahel	€1.35M	Ongoing	2013-2017	3
Belgique	West Africa Police Information System (WAPIS) - Interpol		Ongoing	2012-	3
Denmark	Border Security and Management programme in communities in border area between Mali, Burkina Faso and Niger	€0.94M	Ongoing	2014-2015	1

	Project to build capacity of nomad populations and their home States to prevent and manage local conflicts in cross-border areas between Burkina Faso, Mali and Niger.	€0.6M	Ongoing	2014-2015	1
	Emergency relief in Mali and the region; protracted crisis; Solutions oriented programme - UNHCR	€4.23M	Ongoing	2014	1
	Pilot program to strengthen democratic control and oversight of the security sector in Burkina Faso, Mali and Niger	€2.15M	Ongoing	2014-2015	3
	Support to the UNODC Sahel Programme 2013-2017	€3.09M	Ongoing	2013-2017	3
Finland	Building biocarbon and rural development (Burkina Faso, Sierra Leone, Guinea and Mali)	€10M	Ongoing	2012-2015	1
	Climate change adaptation learning programme for Africa (Niger, Kenya, Ghana, Mozambique)	€1.65M	Ongoing	2010-2014	1
	Rights and resources initiative (Cameroon, Liberia, Burkina Faso, Ghana, DRC and Mali)	€4M	Ongoing	2014-2017	1
	Humanitarian aid to Sahel countries	2M		2014	
	Humanitarian aid to Sahel countries	2M		2015	
France	107 international technical experts and 57 military cooperation agents				3
Germany	Regional conflict prevention projects (Mali, Burkina Faso, Niger, Benin)	€1-1.5M/year (based on past disbursements)	Ongoing	2014-2017	1
	Regional project on support to local media (especially conflict/crisis sensitive)	€0.4M/year (based on past)	Ongoing and planned	2014-2017	1

	disbursements)	(planning process not yet finalized)		
Regional cross-border biodiversity protection Niger, Burkina Faso, Benin (with conflict reduction component)	€5M	Planned	2015-2018	3
Decentralization, democratization, modern administration and conflict prevention in West and Central Africa, covering Ghana, Burkina Faso, Togo, Mali, Nigeria.	2014: €1.35M 2015: €1.4M 2016: €1.35M	Ongoing	2014-2016	1
Political education for social transformation in West Africa	2014: €0.98M 2015: €1M 2016: €1M	Ongoing	2013-2017	1
Support to political pluralism, rule of law and division of powers, cooperation in the region (BF, Mali, Niger)	2014: €3.82M 2015: €6.71M 2016: €7.91M	Ongoing	2014-2016	1
Socio-political advisory programme West Africa (BF, Mali, Niger)	2014: €4.1M 2015: €6.25M 2016: €8.25M	Ongoing	2014-2016	1
Regional Programme South of the Sahara	2014: €3.07M 2015: €3.34M	Ongoing	2013-2015	1
Border control assessment under the framework of UNODC's response to the UN Integrated Strategy for the Sahel 2013-2017	€94.365,00	Completed	2014	3
Partnership Program for Excellence and Biological and Health Security - GIZ	2014: €0.31M 2015: €0.15M 2016: €0.16M	Ongoing	2014-2016	3

	Regional Assistance to Arms Management, Control and Destruction in the Sahel - Mines Advisory Group (MAG)	2014: €0.51M 2015: €0.29M	Ongoing	2014-2015 (f-up planned)	3
Italy	Innovating through learning: poverty alleviation in rural areas (AGRINOVIA.2)	€0.15M	Ongoing	2013-2015	1
	Improving children survival and nutrition in West Africa - UNICEF	€1.15M	Ongoing	2015	1
	Contribution to UN Trust Fund to End Violence against Women	€0.35M	Ongoing	2014	1
	Strengthening of local administrations and community beneficiary of Italy-CILSS FundSenegal - Appoggio alla strutture nazionali di coordinamento	€0.84M	Ongoing	2009-2013	1
	Promoting sustainable land management in migration areas through innovative financing mechanism - UNCCD	€2M	Ongoing	2014	1
	Health assistance and distribution of goods in favour of migrants and IDPs in Niger and North Mali - ICRC	€0.5M	Ongoing	2014	1
Luxembourg	Borders and Vulnerabilities to HIV / AIDS in West Africa - ENDA Santé, Stop Aids Now (8 countries of West Africa, including Mali, Burkina Faso and Niger)	€4.90M	Ongoing	2011-2015	1
	Promote political dialogue on policies, strategies and national health plans in West Africa (5 countries, including Burkina Faso, Mali and Niger), part of the MFA-WHO framework agreement	€5M	Ongoing	2013-2015	1
	Local cross-border initiative (LOBI), cross-border area between Mali, Niger and Burkina Faso, and SKABO area (Sikasso in Mali, Korhogo in Cote d'Ivoire and Bobo Dioulasso in Burkina) - UNCDF	€1.82M	Ongoing	2012-2015	1
Netherlands	Contribution to the World Bank	€3.88M	Ongoing	2014	1
	Contribution to Sahel and West Africa Club (SWAC, formerly Club du Sahel)	€0,2M	Ongoing	2014	

	Regional Small Arms Survey programme for North-Africa and the Sahel, focused on illicit flows of weapons and armed groups			2012-2015	
	Total other contributions	€9.54M	Ongoing	2014	1
	ICRAF resilience / agriculture programme Niger, Burkina Faso and Mali	€38M	Ongoing	2013-2018	
	Cooperation in International Waters In Africa (CIWA, transnational water management for the Niger river)	€25M	Ongoing	2014-2018	
	Regional trade capacity building programme in support of ECOWAS trade agreements and Sahel trade corridors			2015	
Portugal	Political dialogue on conflict prevention and security issues in the Sahel region with Senegal, Nigeria, Cameroon and the Maghreb				2
Spain	Budget support to the AU's programme on Conflict Prevention, Management and Resolution & Post Conflict Reconstruction/Peacebuilding: Follow-up of the situation in Mali and the Sahel Region as well as the developments in Northern Africa (Egypt, Libya, and Tunisia). Support the implementation of DDPD	\$1.30M	Ongoing	2014	1
	Budget support to the AU's conflict management, resolution and mediation capacity enhanced: Follow-up on the situation in Mali and the Sahel Region as well as the developments in Northern Africa	\$63,700	Planned	2015	1
	Regional Food Reserve ECOWAS (Indirect Management EU to ECOWAS Region)	€4.8M	Planned	2014-2018	1
	Budget support to ECOWAS for MOU Spain-ECOWAS Strengthening Capacities of RAAF and strengthening of Social Security networks	€5M	Planned	2015	1

	Protection to vulnerable populations in Sahel countries (contribution to FAO)	€3M	Ongoing	2015	1
	Strengthening capacities of the Center and promotion of the use of renewable energies in the region (contribution to the ECOWAS Center for Renewable Energies and Energy Efficiency (ECREEE))	€7M	Ongoing	2011-2016	1
	Feasibility studies for regional infrastructures (contribution to the Project Preparation and Development Unit (PPDU))	€5M	Planned	2015-2020	1
	Reducing vulnerability to extreme poverty and pastoralists and agro-pastoralists crisis in Mali, Niger and Mauritania	€2.5M	Ongoing	2014-2017	1
	Political and diplomatic dialogue at the Sahel Conference in Madrid			2014	2
	Supporting the SSR Reform (bilateral defence programmes with various countries)				3
Sweden	Humanitarian Assistance	€16.86M	Ongoing	2014	1
	Regional support to ECOWAS	€4.1M	Ongoing		1
UK	Humanitarian funding	€5.26M	Ongoing	2012-2014	1
	Resilience	€83.22M	Ongoing	2014-2017	1
	Adaptive Social Protection/Resilience (via World Bank)	€69.33M	Ongoing	2014-2017	1